



le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°692 JEUDI 28 JANVIER 1988 10,00 F

PRESSE

Mort du « *Matin* »
tandis que
le gouvernement
s'apprête à célébrer
l'écrit.
Les derniers instants
d'un journal.

PAGE 4

B.D.

En marge
du festival officiel,
des bulles
en dehors
de la Bulle.

PAGE 12

PRISON

Témoignage
d'un détenu
sur le système
carcéral.
Comment briser
des êtres
humains ?

PAGES 6 ET 7

**PARIS-DAKAR**

Outre les engins
motorisés,
le rallye véhicule
une idéologie.
Quelle est-elle ?

PAGE 5

PRÉSIDENTIELLES**PAS D'ELU,
DES LUTTES !**

Tandis que les anarchistes affirment
que la victoire du socialisme ne surgira
que des luttes du mouvement social,
un candidat promet aujourd'hui
de faire aboutir les revendications
de ce mouvement. Juquin, dissident
du P.C.F., rassembleur de diverses
forces de gauche, paraît arrivé
au bon moment pour fonder
quelque chose de nouveau.
Alors, quoi de neuf ?



« Tout système qui fonctionne
essentiellement par délégation de
pouvoir dessaisit la plupart des indivi-
dus concrets. De même que le capita-
lisme dans l'ordre économique, l'Etat
représentatif transforme, dans
l'ordre politique, la majorité des
sujets humains en objets. Il les aliène.
Le coup de génie qui a stabilisé ce
système, ce fut de faire légitimer
l'aliénation politique des individus
par leur propre vote. » (1)

Aucune campagne ne peut se réclamer
des mouvements qui ont agité le
monde étudiant, les travailleurs de la
S.N.C.F. ou ceux de l'enseignement.
La caractéristique de ces diverses lut-
tes a été la méfiance vis-à-vis des
appareils... et une réelle autonomie.
Il s'avère qu'aujourd'hui certains
viennent dire que le mouvement qui
accompagne la candidature de Juquin
est porteur des espoirs de la jeunesse
de décembre 1986, de l'antiracisme,

des combats des cheminots de l'an
passé, etc. Récupération, récupéra-
tion que ne fait-on pas en ton nom ?

Monsieur Assouline qui rejoint
dans un premier temps l'équipe d'ani-
mation de la campagne Juquin, la
L.O.R., son organisation, qui rejoint
la L.C.R. en novembre 1987, qui elle-
même s'est engagée à fond derrière le
« rénovateur », voilà de quoi nous
éclairer sur le « formidable mouve-
ment de masse » qui suit le nouveau
messie...

Certains pourraient penser que ceci
représente bien de la hargne devant
une candidature qui après tout est
bien sympathique... D'autres enfon-
ceront le clou en disant : « voilà bien
les anarchistes, éternels mécontents,
abstentionnistes inconditionnels, qui
passent encore à côté d'une tentative
de création d'un pôle unitaire, d'un
grand parti de masse... ». D'autres

nous assureront que c'est une grande
chance pour l'avenir...

La hargne d'informer...

Il n'est ici aucunement question de
hargne, pas plus qu'il n'est sérieux
d'aborder la candidature de Juquin
sous l'angle de la « sympathie ». De
la hargne nous n'en avons pas contre
les militants politiques, qui, malgré
les profonds désaccords qui nous
séparent, restent attachés à des
valeurs communes (humanitaires et
sociales). Nous réservons celle-ci à
nos adversaires idéologiques contre
lesquels le combat doit être de tous les
instants.

S'il n'est donc pas patent de parler
de hargne dans le cas de nos analyses
et de notre positionnement vis-à-vis
de la candidature de Juquin et de
l'intérêt « tout relatif » qu'elle
entraîne, on peut parler en revanche

d'une intense envie d'informer (réel-
lement) les gens sur les expériences de
ce style et sur cette dernière en parti-
culier.

A certains moments de l'histoire
nous avons assisté à des mouvements
de regroupement de forces politiques
dits « à la gauche de la gauche »,
afin de créer un pôle d'attraction
pour les masses en mal de parti révo-
lutionnaire digne de ce nom. Le
R.D.R., le P.S.A., le P.S.U. en leur
temps représentèrent objectivement
(ou plutôt ont représenté) ces velléi-
tés.

Le langage tenu à ces différentes
époques était identique à celui que
l'on nous tient aujourd'hui :
« renouveler la politique », « donner
dans la responsabilité des
individus », « faire dans le moder-
nisme social », etc. Les personnalités

(Lire la suite page 3)

F.P. 2520

communiqués éditions

• BORDEAUX

On peut écouter des militants de la Fédération anarchiste sur la radio « La Clé des ondes » (95.3 MHz) :
 • le vendredi de 21 h à 23 h, « On a faim » (émission anarcho-punk).
 • un mardi sur deux, de 19 h à 20 h : « le forum des humeurs », avec la participation de diverses organisations politiques dont la F.A.

• BORDEAUX

L'union locale de la Fédération anarchiste poursuit la réfection du local anarchiste du 7, rue du Muguet. Par ailleurs, nous envisageons l'ouverture d'une salle de lecture où chercheurs et militants pourront consulter les nombreuses archives accumulées par plusieurs générations de libertaires. Tous ces travaux nécessitent des fonds conséquents : tout soutien financier des lecteurs du « Monde libertaire » sera donc le bienvenu. Chèque à l'ordre de S.C.E.G.I., à adresser à Fédération anarchiste, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• BORDEAUX

L'Athénée libertaire poursuit ses activités au 7, rue du Muguet à Bordeaux : librairie anarchiste, bibliothèque de revues, café associatif, etc. Permanence : le samedi de 15 à 19 h.

• LILLE

Le Centre culturel libertaire organise une permanence librairie, chaque mardi de 19 h à 20 h et chaque samedi de 15 h à 19 h, au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, métro Fives (tél. : 20.47.62.65).

Programme d'animation :

D'autre part, voici le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Broutchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h sur Radio-Campus (99.6 MHz) :
 • vendredi 29 janvier, « Radio-Campus, de sa création en 1968 à aujourd'hui » avec l'un de ses membres co-fondateur.

• LILLE

Le groupe Benoît-Broutchoux a publié un tract double format ayant pour thèmes : propositions pour une société libertaire, présentation du Centre libertaire de Lille, stratégie, organisation et objectifs du mouvement social (disponible contre frais de port au siège du groupe : 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille).

• NANTES

La liaison Fédération anarchiste de Nantes assure désormais la vente du « Monde libertaire » tous les samedis matins au marché de Talensac à partir de 10 h 30.

• SEVRAN-BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste et le Cercle d'études libertaires de Bondy vous invitent à participer à un débat autour du film « Sacco et Vanzetti ». La projection aura lieu le samedi 6 février (à 20 h 30) au Centre A.L.F.A., 3, allée des Pensées, Bondy (donnant sur le 132 avenue Gallieni). Seront présents des animateurs de la revue « Itinéraire », dont le numéro de décembre est consacré à Sacco et Vanzetti.

• PARIS

Le groupe du 18^e et du 17^e de la Fédération anarchiste vendent le « Monde libertaire » gare Saint-Lazare, le vendredi de 17 h 30 à 18 h 30, salle des Pas-Perdus au niveau des distributeurs de billets ; ainsi que place Clichy (à côté de la librairie), de 18 h à 19 h ; le dimanche sur le marché des Batignolles, et rue Lepic, de 10 h 30 à 12 h 30, devant la B.N.P.

• PARIS

Le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste vend le « Monde libertaire » chaque mercredi soir de 18 h à 19 h, au métro Crimée (sortie rue de Crimée), et chaque dimanche matin de 10 h 30 à 12 h, métro Place-des-Fêtes (sortie Compans) sur le marché.

• AFFICHE

Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70 x 102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle
les anarchistes
ont leur journal.
Depuis dix ans
il est hebdomadaire.



FEDERATION
ANARCHISTE

...Et le point de vue
des anarchistes.

ABONNEZ-VOUS !

JUSQU'AU 28 FEVRIER, TARIF DE 1987.

• AFFICHE

Affiche Radio-Libertaire (dimension 70x102). Prix à l'unité 5 F, prix pour dix 2 F l'unité, prix pour cent 1,60 F l'unité. En ces périodes de menace, nous invitons les militants et sympathisants de Radio-Libertaire à soutenir celle-ci.



• LILLE

Le numéro 2 de la feuille « Humeurs Noires Graffiti », éditée par le groupe Humeurs-Noires de Lille, vient de paraître. Au sommaire : Anarchie ; Etudiants pas mendiants ; L'exploitation : de Taylor au M..P.O. ; Vous avez dit Culture ? ; Un bloc-notes (nouvelles de Lille). On peut s'abonner : 6 numéros pour 30 F, à l'ordre d'A.L.D.I.R. Adresse : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœuil.

• BROCHURE

George Orwell
La politique
et la langue anglaise



Le groupe Flores-Magón vient de sortir une brochure sur « La Politique et la langue anglaise », de G. Orwell, 1946 (16 pages, prix 7 F).

sommaire

PAGE 1 : Pour une véritable alternative — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Politique : Editorial, Pour une véritable alternative (suite) — PAGE 4, Social : En bref, « Le Matin », Orgemont, Procès d'un antimilitariste — PAGE 5, Société : Les médias et le « Dakar », L'idéologie du « Dakar », Paris-Dakar : les grandes manœuvres — PAGES 6 ET 7, Répressions : Témoignage sur la prison, par Eric Hébert — PAGE 8, Dans le monde : Le changement en U.R.S.S., « Glasnost » — PAGE 9, Informations internationales : A propos d'un procès, La C.A.S.P.A., Mexique — PAGE 10, Archives : Armand Robin : la mort des poètes — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Note de lecture, Cinéma, Nouveautés de la librairie du Monde libertaire, L'année du Dragon — PAGE 12, Expressions : La bande dessinée à Angoulême.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Sautour — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — Vosges : liaison des Vosges.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e.

Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

communiqué

• TOULON

Le Centre d'études et de culture libertaire et le Collectif Antonin-Artaud (« groupe de psychiatrisés en lutte ») organisent une exposition de collages et de dessins de Morino, du 13 février au 9 mars, au Cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montébello, Toulon. Vernissage samedi 13 février, à 15 h ; ouvert tous les jours du 13 au 20 février, de 15 h à 19 h. Ensuite, seulement les lundi, mercredi et samedi (15 h à 19 h). Entrée libre.

éditions

• BROCHURE

Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Libres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Changement de format, 8 pages pour un numéro exceptionnel, voici le n° 45 de « Contre Vents et Marées », journal d'humeur anarchiste, édité par le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin. Pour tout abonnement : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (prix : 50 F).



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom Prénom.....
 N° Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 A partir du n° (inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin
 Pour tout changement d'adresse,
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

ÉLECTION

Pour une véritable alternative (suite)

(Suite de la page 1)

et les militants qui étaient à l'initiative de ces expériences passées, s'ils ne sont pas les mêmes que ceux qui sont sur le devant de la scène politique en 1988, venaient d'horizons politiques comparables à ceux d'aujourd'hui : anciens communistes ou socialistes en rupture de parti, « écologistes avant la lettre », démocrates et trotskistes... encore et toujours. En soi ceci n'est pas suffisant pour critiquer, voire condamner l'expérience en cours. En revanche ce qui la condamne à nos yeux c'est son résultat objectif, c'est-à-dire l'échec patent qui a accompagné les tentatives passées et qu'elle-même porte en germe. L'expérience de 1988 trouve ses racines dans le même terreau que ses devancières.

Elle tire ses forces et construit sa légitimité dans une attitude « volontariste » : construire un mouvement politique « modernisé » dans un premier temps et, ensuite, un parti susceptible d'attirer les masses dégoûtées des manœuvres et magouilles de la social-démocratie. Intention louable au demeurant, mais les moyens qui accompagnent l'expérience actuelle sont semblables à ceux employés auparavant ! Ils sont empruntés à la social-démocratie qu'ils sont censés combattre.

L'électoratisme comme terrain d'affrontement est un choix miné d'avance. Vis-à-vis du capital et de l'État, on a vu et on continue de voir ou cela même. La gestion socio-communiste des affaires du pays a définitivement démontré, si besoin en était, que les limites imposées par les financiers et les tenants « réels » des pouvoirs ne pouvaient être remises en cause dans le cadre du système.

Alors de deux choses l'une. Ou bien on accepte que les choses restent en l'état et on se satisfait d'une simple possibilité de les modifier en surface et alors on vote, on se présente et on risque d'être élu... Ou bien on désire que le changement ait une réelle ampleur, qu'il atteigne les fondements mêmes de la société d'exploitation et alors on choisit un autre terrain d'affrontement qui ne mélange pas les intérêts de classe : on s'abstient de voter (et de participer au parlementarisme, par essence bourgeois) tout en construisant un mouvement populaire d'opposition, autonome, basé sur la défense des intérêts des producteurs, des consommateurs, des habitants des communes.

Ce mouvement se doit de créer sa propre dynamique, basée sur le fédéralisme des expériences et des communes. Ce mouvement se définit comme autogestionnaire et en tant que tel est un contre-pouvoir face au pouvoir étatique existant. Le pouvoir réel des individus et des collectifs devient l'absence de pouvoir arbitraire de l'État et de ses succédanés, les partis politiques.

Une fausse alternative

Voilà rapidement (trop rapidement) brossé le choix qui nous semble digne d'intérêt pour des gens qui ont envie que ça change réellement ! Or, la candidature de Juquin, et le mouvement qui l'accompagne, se sont inscrits dans la perspective réformiste, représentative et électoraliste de la présidentielle. C'est dans ce cadre que la L.C.R. a retiré la candidature « révolutionnaire » d'Alain Krivine. Comme si une candidature dans une élection bourgeoise pouvait avoir quoi que ce soit de révolutionnaire... Même le programme est poli, gommé afin d'attirer le maximum de gogos et n pas faire un score ridicule.

Et de cela aussi il en est question. Les échecs électoraux qui vien-



ent à intervalles réguliers entretiennent dans l'inconscient des individus et des masses des réflexes conditionnés. Le vote devient le moyen de changer, et le seul moyen bien entendu. Quand les forces qui se réclament du camp de la « révolution » s'ajoutent au concert des louanges du système électoral venant des social-démocrates et des tenants du parlementarisme bourgeois, elles ne font que cautionner le pouvoir des étatistes et des capitalistes sur les individus et les masses (2), et rendent l'illusion du changement auprès de ces derniers encore plus crédible.

Les individus qui se sentiront attirés, intéressés par la candidature Juquin, se doivent d'être informés et de faire des choix en tenant compte des divers aspects du problème. En votant pour Juquin au premier tour, s'ils restent des « voteurs impénitents », ils se seront satisfaits d'un acte de pure propagande, ils se seront « caractérisés », mais ils auront retiré des voix au candidat socialiste. Et celui-ci a besoin de toutes les voix et notamment des leurs puisqu'ils se placent dans une logique électoraliste... Au second tour ils nous raconteront : « pour battre la droite », « contre l'extrême droite », « mais sans aucune illusion »... bla... bla... « nous appelons à voter pour le candidat de gauche... » et voilà, une fois de plus, le tour sera joué !

Ceux et celles qui auraient été gagnés par notre argumentation et qui choisiraient la voie abstentionniste doivent dépasser ce simple choix. Il est nécessaire de se reconstruire et de construire une alternative anti-politique à tous les problèmes de société : sociaux, culturels, communautaires, économiques, relationnels, etc. Pour les libertaires et tous les autres qui veulent aller dans cette voie, c'est le chemin de l'efficacité qui est ici tracé.

Un candidat

« sympathique »

Pierre Juquin n'attire dans nos rangs aucune sympathie, pas plus que de la haine bien entendu. Tout juste le mépris anarchiste, que tout politicien retors est en droit d'attendre de nos milieux. Sans faire une présentation détaillée de la carrière « politicienne » de Juquin, il est nécessaire de rappeler que celle-ci a été aussi brillante que rapide : il entre au comité central du P.C.F. à 30 ans, devient député à 36 ans et siège au bureau politique dès 1979. Il a le talent des personnes qui peuvent défendre une chose et son contraire. Il essaye de plaire à tout le monde, adapte selon les circonstances son discours aux milieux qu'il est censé entretenir : ouvrieriste

avec les pros et intellectuel avec les enseignants. Son large sourire arboré par tous les temps, son style moderne, son allure familière sont autant d'atouts dans sa manche carriériste.

Avec le même sourire, le même look, n'a-t-il pourtant pas participé à des purges « staliniennes » dans le parti ? Au début des années 60, Alain Krivine lui-même a subi ses jugements et ses décisions « radicales ». Garaudy a dû son isolement dans le parti en 1968 au toujours prêt Juquin... et les exemples pourraient être multipliés.

Bien sûr, me direz-vous, Juquin peut changer ! Oui, il peut changer, mais il n'en a pas pris le chemin. Son départ du P.C.F., ses critiques et sa démarche actuelle, tout sent le carriérisme. Il aurait pu se satisfaire de recréer un mouvement large de renouveaux, de dissidents anciens et nouveaux et attirer les mêmes forces qu'il a aujourd'hui autour de lui, mais ça ne lui a pas suffi ! Il s'est présenté à la présidentielle, sachant par ailleurs qu'il n'a aucune espèce de chance. La seule chose qui semble l'intéresser, c'est de réaliser un meilleur score que Lajoinie, pouvoir dire « j'ai rassemblé plus de votes que le communiste officiel », j'engage les renouveaux dans le parti à passer à l'offensive pour préparer mon retour sur des bases triomphales... ».

Juquin est un homme avisé et en ce sens il se sert du mouvement de sympathie qui a vu le jour autour de sa candidature. Mais, il sait aussi qu'aujourd'hui plus encore que dans le passé, l'expérience d'une force à la gauche de la gauche est vouée à l'échec, car l'air du temps serait plus au « moralisme en politique » et au « rejet des idéologies ». Toutes choses qui seraient objectivement absentes des tripataillages inhérents aux manœuvres de regroupement et de recombinaison d'un parti politique nouveau, formé de militants venant d'horizons fort différents.

Juquin sait cela et il joue quand même la campagne présidentielle ! Il met en avant sa propre personne et cela ne peut que le rendre antipathique. A ceux qui le soutiennent d'ouvrir les yeux et de quitter le navire opportuniste avant qu'il ne connaisse la tempête de la désillusion. D'autres voient peut-être la possibilité, dans cette aventure, de grossir un peu les rangs militants pour, en partie, essayer de copier le grand frère, le Parti...

Une chance pour l'avenir

Nous sommes, comme je l'ai signalé, favorables à un regroupement de tous ceux et celles qui envisagent la transformation sociale,

économique, culturelle de notre quotidien en créant le maximum de collectifs et groupes autonomes (non inféodés à des partis politiques), des lieux de fédéralisme et d'anti-étatisme. Ce regroupement des énergies individuelles et collectives, cette volonté militante de recréer une mobilisation en faveur des luttes radicales et des changements sur la base de relations égalitaires et autogestionnaires semblent répondre beaucoup plus sérieusement à l'attente de la période. L'alternative que nous proposons est valable dans le sens qu'elle est réelle et globale. Le regroupement unitaire sur la base fédéraliste et anti-étatiste que nous avançons peut et doit intégrer toutes les luttes actuelles, syndicales, sociales, culturelles, antiracistes, antifascistes, antimilitaristes, antisexistes, etc.

Ce regroupement à l'avantagé d'être la combinaison d'individualités et de collectifs gardant leur autonomie, c'est-à-dire en évitant toute dérive centraliste. Nous ne sommes pas, comme certains seraient enclin à le croire ou à le dire, d'éternels

mécontents, mais plus simplement des individus qui pensent que la somme des mécontentements ne se traduit pas par la défense d'un programme politique, encore moins d'un parti, mais plus valablement par la globalisation des divers fronts de lutte dans une lutte anti-étatiste plus large.

La chance que nous devons saisir toutes et tous ensemble réside dans une approche des événements et des luttes qui ne se situe pas dans les schémas du passé. Elle peut puiser ses racines dans des périodes avancées de l'histoire, elle peut faire référence à des modèles que certains ont préconisés ou théorisés. Mais, si cette approche ne fait que reprendre les balbutiements de l'histoire, elle nous conduira très rapidement dans l'impasse.

L'anarchisme est une pensée, un moyen, en même temps qu'un but à atteindre. C'est aussi l'outil le plus adapté pour mener à bien les transformations sociales que beaucoup espèrent. Forte de son histoire, et en même temps novatrice en bien des points, la pensée anarchiste jette un pont entre les luttes émancipatrices et libertaires d'hier et la société égalitaire et fraternelle que nous devons bâtir ensemble.

EDWARD
(Gr. de Perpignan)

(1) Pierre Juquin, *Fraternellement libre*, page 249.

(2) Il faut accepter une évidence : quand le citoyen moyen va aux urnes, avant même de faire un choix politique, il fait un choix civique de respecter les règles de fonctionnement sociétal ; règles édictées par les tenants de la société de classes. Les partis et mouvements qui participent objectivement (par leur présence dans la bataille électorale) à la force électorale n'ont aucune distance critique vis-à-vis de ce système. Bien évidemment certains participent tout en disant qu'ils ne se font aucune illusion. Mais ces derniers manient plus aisément la dialectique que le bon sens. Pour tout le monde, il reste après les élections que un tel est élu et que cela représente le choix démocratique des électeurs. Du discours à plusieurs tireurs : « on vote mais on n'y croit pas », il ne restera que le bois, si cher à la langue du même nom...

Editorial

L'AMÉRIQUE latine est une fois de plus malade. Malade à vomir. Malade du kaki, malade des rangs et du fusil d'assaut, malade de l'armée. On l'a crié, hurlé, affirmé, on a tapé du poing sur la table, on continuera à le faire pendant des jours et des jours tant que l'armée existera.

C'est sur l'Argentine que, cette fois-ci, une fois de plus, elle a choisi de cogner. La diplomatie du coup de crosse dans les omo-plates n'offre jamais d'avantages substantiels ; elle ne fait jamais taire... On a pourtant pas fini de rigoler. Une des principales revendications était de retrouver son honneur et sa dignité perdus quelque part aux Malouines. Comme si c'était possible. Comme s'il était pensable que l'armée puisse avoir de l'honneur et de la dignité. Et pourtant, que l'imbécile qui a dit que la démocratie était le moins mauvais des systèmes se lève : il a tout faux. Tant que les démocraties, et plus précisément les démocraties jeunes et fragiles, continueront de penser que l'armée est le dernier rempart de leur sécurité, il ne faudra rien attendre des militaires que du sang, que du pouvoir, que de l'autorité. D'autant plus que l'Argentine sort à peine de plusieurs années d'obscurantisme pendant lesquelles « la Grande Muette » a nié l'intelligence, emprisonné, tué, torturé et gommé des centaines d'opposants. Il faut enfoncer les portes ouvertes. Les récents événements argentins en sont un exemple de plus. Ancien pays d'accueil pour les anciens dignitaires nazis du III^e Reich où ils ont trouvé chaleur et compréhension, nul doute que leur expérience aura servi aux multiples Rambo au petit pied qui ont tenté hier d'appliquer les bonnes vieilles méthodes qui font d'ailleurs recettes en Haïti.

Parlons-en d'Haïti. Les plages de sable fin, les cocotiers, le climat tropical, les urnes qui ne désespèrent pas... surtout en cette saison. Il n'y a qu'à se baisser pour ramasser les cadavres, jamais les tontons macoutes n'auront été aussi cruels, aussi assoiffés de pouvoir. Même Reagan a protesté, c'est tout dire. La seule institution qui a laissé faire, fermant benoîtement ses yeux angéliques, c'est l'armée. Une fois de plus on la retrouve, ne sachant où donner des coups de pied. Écœurant, dégueulasse, tout le répertoire des grossièretés pourrait y passer. Ça me dégoûte, je vais aller me prendre un café... d'Haïti.

PRESSE

Crépuscule et mort du « Matin »

La fin du *Matin* n'aura pas donné lieu de grandes déclarations politiques. A croire que les journalistes qui se sont fait photographier dans leurs éphémères locaux du boulevard de la Villette avaient déjà un autre contrat en poche (1). Ça aurait pourtant été une belle une pour le lancement d'un journal, mais dans le dernier éditorial du huit pages du *Matin*, daté du mardi 19 janvier, il n'y avait que de la déception : « (...) quant à nous et en cessant l'espoir un peu fou que le *Matin* ne meure pas avec notre rêve, il ne nous reste qu'à dépasser l'amertume et la déception, pour ne garder que l'aventure passionnante que nous avons partagée avec vous tous. (...) » (éditorial page 2 « Aux lecteurs », signé : La direction du *Matin*).

Le pluralisme de la presse

A part les dessins de Plantu, Siné, Gédé, Wolinski, Picha et d'autres, rien de vraiment révélateur dans cette ultime parution du *Matin*. Il y a même la « traditionnelle » page réservée aux travailleurs du Livre C.G.T. (2) qui interpellent par le biais du comité intersyndical du Livre C.G.T. : « (...) l'opinion publique et toute la profession afin que le pluralisme de la presse ne soit pas, encore une fois, amputé d'un titre ».

A noter toutefois l'épinglage de J.-F. Kahn, « dont le passage au *Matin* il y a quelques années ne fut pas précisément un succès » !

Les journalistes s'étaient presque installés dans les agréables locaux (situés quasiment face à la place du Colonel-Fabien !) du boulevard de la Villette alors que les travailleurs du Livre restaient dans un premier temps rue Hérold. Puisque la décision de non parution a été prise, ils ont occupé les locaux pour garder le matériel de photogravure et de photo-



Le « Matin » disparaît des kiosques.

composition. Dans leur esprit il n'y avait pas tellement le désir d'un nouveau *Parisien libéré* (3), mais plutôt le désir de protéger des instruments de travail des assiduités des huissiers de justice. Et l'ultime « huit pages » aurait-il été alors confectionné par les travailleurs du Livre et les journalistes ?

Histoire d'un gâchis ?

La semaine dernière seule la proposition de J.-F. Kahn semblait entretenir la braise. Mais samedi la presse quotidienne nous apprenait que l'éditeur de l'hebdomadaire *Médias*, Eudes Delafon, venait de proposer à l'administrateur judiciaire la reprise du *Matin*. Vingt et un millions de francs (c'est-à-dire l'embauche de 81 salariés de l'ex-entreprise sur les 115 actuels) pour

renflouer l'affaire et le projet que le quotidien cesse d'être ce qu'il était pour se recentrer sur l'« univers de la communication et des médias à destination des professionnels de la presse, de l'audiovisuel, de la publicité et du marketing ». Le nouveau capital serait : 51% Priscot (« holding » de Médias), 30% pour une ou deux « grandes banques » et 19% pour Eudes Delafon (« à titre personnel »).

Le jour où le *Monde libertaire* sera dans les kiosques, le tribunal de commerce de Paris aura statué sur le sort du *Matin*. Un titre qui malgré tout rendait compte de ce qui se passe dans le mouvement social aura sûrement disparu. A la place existera (peut-être...) un nouveau projet de la presse... Pourra-t-on vraiment dire où seront les perdants et les gagnants dans cette affaire ?

« Le *Matin de Paris*, histoire d'un gâchis » était le titre d'un article du nouvel hebdomadaire *Politis*, et il pose pas mal le problème. Le *Matin* avait un créneau à occuper, « critiquant le P.S. tout en se réclamant du socialisme », faute de moyens il n'a pu assumer ce projet. Peut-être n'était-il pas bien clair chez les journalistes du quotidien de la rue Hérold. L'œil critique sur la gauche tout en s'en réclamant, c'est une mayonnaise qui n'a pas pris...

Les crocodiles pleurent et les parleurs parlent. Nous, on voudrait seulement se souvenir de l'excellent travail qu'avait fait le *Matin* lors des grèves de l'hiver 1986-1987. Que se soit celle des lycéens-étudiants ou celle des cheminots. C'était peut-être un hasard diront certains, mais pour moi c'est un bon souvenir.

Peut-il exister encore en France un quotidien qui soit intéressant, militant et non sectaire ? On peut toujours poser la question. En se souvenant que *Combat*, le 19 août 1954, à l'occasion du 10^e anniversaire de la Libération disait : « On vit les journaux de la Résistance disparaître les uns après les autres ou, ce qui est plus grave, composer avec les puissances d'argent. Combien en reste-t-il ? Le prix du papier, le coût de la distribution, la ruine matérielle des imprimeries rendent difficile l'exploitation d'un journal sans appuis extérieurs » (4). Ce que disait au début des années cinquante le quotidien auquel collabora Albert Camus doit être plus que médité aujourd'hui. Surtout à l'heure où le gouvernement veut célébrer la presse, l'écrit, en regrettant que les Français lisent moins que les Belges ou les Polonais. Que le gouvernement, et les autres, ne doutent pas : les travailleurs du Livre seront au rendez-vous ! En essayant même d'aplanir les traditionnelles divergences avec les journalistes. Pour que le modernisme ne nous mange pas tous à la même sauce !

Sitting BULL

(1) Les traditionnels différends entre les travailleurs du Livre et les journalistes tiennent surtout à ce que les premiers pensent souvent qu'au cours d'un conflit les seconds quittent le navire avec une nouvelle place en vue. D'où un problème pour mener une lutte ensemble.

(2) Rappelons que la société éditrice du *Matin* n'avait plus de sous ni de papier. Que pour la confection et l'impression du huit pages, il a fallu des moyens qu'on n'aide à obtenir les travailleurs du Livre.

(3) Emilien Amaury, directeur du *Parisien libéré* quand il était fait au plomb rue d'Enghien à Paris, avait voulu jouer les *Murdoch* un peu trop tôt. Au terme de nombreux mois de luttes et de solidarité, le quotidien sera toujours confectionné par des syndiqués...

(4) Cité par Nicolas Faucier dans *La presse quotidienne*. Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent, *Les Editions syndicalistes (épuisé)*, 1965.

en bref...en bref...

• ETATS GÉNÉRAUX DU ROCK. Les 30 et 31 janvier 1988 à Montpellier auront lieu les états généraux du rock. Au programme : concerts (avec les Béruriers Noirs, Los Carayos, O.T.H., Les Satellites), et les groupes de la région. Stands de labels indépendants, diffusion alternative, fanzines, lieux de concerts, etc. Hébergement assuré. Pour tout contact : (1) 42.62.30.38.

• C.I.R.A. Le C.I.R.A. de Marseille assure ses permanences (documentation, bibliothèque de prêt) du mardi au jeudi, de 15 h à 17 h, et le vendredi, de 18 h à 19 h 30, au 5, rue des Convalescents à Marseille (métro Gare Saint-Charles). Soutien financier à l'ordre de Claude Sempere.

• ÉTUDIANTS ANARCHISTES DE PARIS. Les étudiants anarchistes parisiens se réuniront le 6 février 1988 au 33, rue des Vignoles (métro Buzenval ou Alexandre-Dumas). Il y sera discuté entre autres des différentes méthodes d'action, au sein de la fac ou en dehors, nécessaires à l'émergence de nos idées au sein de la société actuelle. Venez nombreux avec des propositions (réunion à l'appel de toutes les composantes du mouvement libertaire dans les universités).

C.G.T.

L'Avenir social

« L'AVENIR SOCIAL est un maillon de la chaîne de solidarité voulu et organisé par la C.G.T. au service de ses adhérents et des familles de salariés victimes du système d'exploitation ». Cette déclaration du conseil d'administration (1) de l'Avenir social, en mars 1987, ne peut pas à proprement parler justifier la « perte de confiance » que les responsables de la maison d'enfants d'Orgefont (Essonne) avaient envers les éducateurs et leur directeur pédagogique.

La fin d'un conflit ?

La préfecture du département de l'Essonne qui a ordonné la fermeture provisoire de l'établissement a-t-elle juridiquement mis fin à un conflit sans issue ? Entre d'un côté un conseil d'administration à majorité C.G.T., qui estime que la direction ne développe pas assez « l'esprit C.G.T. » de l'Avenir social, de l'autre côté des éducateurs qui s'occupaient d'enfants en difficulté avec un projet pédagogique élaboré en commun, le divorce était-il inévitable ?

L'interprétation de l'« esprit C.G.T. » semble au centre du conflit. Quoi qu'il en soit, ce sont les enfants qui payent les pots cassés... L'ancien directeur de l'Ave-

nir social a déclaré au journal le *Monde* : « J'ai été mis en cause dans l'Humanité et dans des tracts de la C.G.T., et mes anciens amis du syndicat n'ont plus aucun contact avec moi. Pour eux, je suis un traître et je les comprends. Il y a dix ans, j'aurais sans doute réagi comme eux pour ne pas mettre en cause le mouvement syndical ; je me serais trouvé des prétextes ».

Mouvement syndical ou politique ? Cela semble être le nœud de l'histoire... Sans trop épiloguer sur cette triste affaire, nous rappellerons que l'Avenir social avait été fondé en 1906 par une institution militante anarchiste, Madeleine Vernet. Ce ne fut qu'en 1916 que la Ligue des droits de l'homme dans un premier temps, puis la C.G.T., prirent en charge cet organisme de solidarité. Mais au début du siècle l'« esprit C.G.T. » avait un autre sens qu'aujourd'hui où l'esprit partidairiste tient le haut du pavé. Ou à cause de celui-ci cinquante-sept enfants ont vu leur scolarité brutalement interrompue et comme le disait un éducateur d'Orgefont : « le travail de plusieurs années est en miettes ».

J.-P. G.

(1) Le conseil d'administration est constitué de cinquante-trois membres, dont quarante-trois de la C.G.T.

Procès de Gil Delisse

CETTE fois, les conneries du parquet et du ministère public ont fini par leur retomber dessus. Finalement, le délibéré rendu en appel (par défaut) a annulé purement et simplement le jugement de 1^{re} instance de Pontoise et a appelé le ministère public à mieux se pourvoir. Il tire donc un trait sur une partie critique des poursuites pour insoumission à l'encontre de Gil.

Par défaut, disions-nous ci-dessus. En effet, le parquet ayant envoyé la citation à comparaître à une mauvaise adresse, il était pertinent de ne pas se rendre à l'audience. Pour montrer combien sont ridicules les arguments visant à faire de Gil un individu peu recommandable qui cherche constamment à se soustraire au cours de la justice en démenageant. Pour montrer que le poursuivant peut toujours s'accrocher s'il veut faire du prévenu un auxiliaire de la justice, capable de pallier aux travers de cette dernière.

La salle de la 8^e chambre d'appel de Versailles était donc vide (exception faite des R.G., mais à quoi sert donc leur travail ?), sans avocat, sans Gil mais avec un dossier volumineux, de lettres de soutien et d'encouragement. C'est reparti pour un tour dira-t-on.

Profitez-en pour remercier sincèrement tous ceux et toutes celles qui ont soutenu Gil et qui vont avoir à le faire encore très probablement.

Un autre insoumis aura à faire très bientôt aux juges de Versailles. Jean Guy, le 28 janvier, passera en appel devant cette même 8^e chambre.

HERVÉ



PARIS-DAKAR Quelle idéologie ?

QUELQUES-UNS peuvent imaginer. Ceux qui à l'occasion posèrent leurs mains sur le petit volant d'une voiture de sport ou enfourchèrent une grosse moto. Ils se rendent compte de la sécurité que procurent de bonnes reprises, de la stabilité en virage, des rapports de boîtes bien étagés... Malheureusement seuls « quelques-uns » profitent de ces plaisirs et de cette sécurité. Réservés à une « élite », tributaires des politiques commerciales des marques, les sports mécaniques se trouvent à la fois auréolés de mythes et rendus suspects par leur fonction publicitaire. Mais d'un point de vue purement sportif, les courses de voitures ou de motos ne sont pas plus condamnables qu'une course à pied, une réunion d'athlétisme ou une compétition de gymnastique.

Les problèmes de pollutions posés par les sports mécaniques ne sont pas insurmontables, et bien moins graves que la pollution industrielle. Mais un sport est condamnable lorsqu'il devient le support d'une idéologie pernicieuse. Paris-Dakar est l'exemple d'actualité le plus frappant du détournement idéologique d'une activité sportive.

Les cartes brouillées

La trop fameuse course Paris-Alger-Dakar ouvre la réflexion sur des pistes multiples et enchevêtrées. Elle se trouve à la croisée de multiples activités. Est-ce du sport ? Une tribune politique au sens large ? En tout cas, elle constitue le symbole d'une idéologie diffuse aux effets plus vastes que la course elle-même. Mais dès le départ, les cartes sont



brouillées. Par les polémiques qu'il suscite et le sang qu'il verse (cette année : 9 morts, sans compter les blessés graves), le « Dakar » prend une importance démesurée par rapport à sa réalité. Les questions de fond ne se situent pas au niveau du raid lui-même. Il n'est qu'un élément secondaire de ce que nous pouvons appeler « l'idéologie du Dakar ».

Ce qui choque en premier lieu c'est l'importance démesurée que donnent les médias à un événement en fait peu important quant aux retombées réelles du « Dakar » ; elles ont, du point de vue humain et économique, moins d'impacts que le stationnement d'un régiment dans une ville tchadienne, ou que l'installation d'une usine en Afrique du Nord. Les effets réels de ces deux derniers exemples sont plus lourds que dix Paris-Dakar. Le côté « humanitaire » de la caravane qui pourrait être particulièrement intéressant

semblé pour Renault. Ces ambiguïtés ressemblent à des anecdotes. La « nature » du « Dakar » et son intérêt se situent à un autre niveau. L'impact médiatique démesuré du « Dakar » rend compte d'une volonté bien arrêtée de propager dans les chaumières et les têtes un message précis à travers les mythes que véhicule le « Dakar ».

L'ennemi, l'exotisme, l'aventure

Avec le « Dakar » nous trouvons un résumé, presque une caricature de la fameuse « société des loisirs ». Loisir, soif de liberté, vie d'aventure où l'on échappe aux routines écrasantes. Ces formules chantonnent agréablement aux oreilles. Mais quelle société, quels loisirs, quelle aventure ?

A première vue on pourrait croire à une simple invitation au rêve, à la fuite. Mais le contenu de « l'idéologie du Dakar » est plus qu'un simple divertissement pour détourner des problèmes quotidiens. Au contraire, il met l'accent sur les inquiétudes. Le chômage, la « nouvelle » pauvreté, l'échec des espérances ou des changements politiques et sociaux constituent l'arrière-fond de cette idéologie. Ici, il n'y a plus rien à faire, plus de combats possibles. Il n'y a plus de solutions.

Alors l'exotisme, la fascination du risque rentrent en jeu. Il faut trouver des sensations intenses ailleurs, se confronter avec la « sauvagerie » du désert. Réactualisés, d'une certaine manière pacifiés, l'imagerie et les thèmes du « romantisme » colonial réappaaraissent. Mais ils se placent dans une ambiance plus sombre. Le

mythe du progrès qui justifiait les anciens aventuriers ne fonctionne plus. Il est remplacé par la notion d'acte gratuit, inutile.

Il s'agit du côté le plus sophistiqué et pernicieux de « l'idéologie du Dakar ». En s'identifiant aux « héros du désert », on perçoit comme impossible et inutile tout combat ici dans les quartiers, les entreprises. Pourquoi lutter contre la crise si la seule activité valorisante consiste à aller se perdre dans les dunes.

Mais à côté de ce désenchantement, l'avenir ne paraît pas aussi sombre aux organisateurs et aux publicitaires. Ils perçoivent tout à fait le concept d'utilité ! Et pour eux le « Dakar » n'a rien d'un acte gratuit !

Le sport n'a rien à voir là-dessus. Il est utilisé certes, mais l'activité sportive qui consiste à se confronter avec les réalités de son propre corps et du corps des autres, à travers des techniques et des outils (perches, ballons, voitures, etc.) n'est pas en cause elle-même.

LIVINGSTONE



PRESSE

Vatanen et ses problèmes...

MARDI 19 janvier, au petit matin, la radio débite son flot de communiqués. Même inattentif, l'auditeur sent une légère évolution dans la construction des « flashes » qui rythment les heures.

Six heures : la nouvelle mise en exergue, le fait important, n'est ni l'avortement du putsch militaire argentin ni la mort d'une petite fille écrasée par un concurrent du Paris-Dakar. Non, les premiers mots qui jaillissent du poste expriment un

« drame ». Celui de Vatanen, mis hors course. Le sort s'acharne sur le champion. Non seulement il se fait voler, l'espace de quelques heures, sa voiture, mais pire encore : une fois l'engin retrouvé il perd son fétiche. Très important le destin de l'ours en peluche de Vatanen. Et pour finir, il se trouve en but aux tracasseries du règlement de la course.

Neuf heures : le ton change. Le sens du ridicule et de la mesure reprend le dessus. Mais avec un sens très particulier de la dignité les journalistes s'appitoient un peu plus sur la fillette écrasée, et pour atténuer le « scandale » de la mise hors course de Vatanen, ils s'étendent un peu plus sur les rebondissements sportifs du rallye de Monte-Carlo. Mais, en dépit de ces nuances, les « images » restent. Elles imprègnent les esprits. Les conversations de bureau, de bar, d'atelier roulent sur les mésaventures de Vatanen.

Faut-il s'indigner de la mort d'un enfant ? S'apitoyer sur le pauvre pilote amateur harassé par les longues heures de course dans la poussière ? S'interroger sur les populations peu habituées aux dangers que représentent les bolides ? Ou rire des malheurs « du héros des temps modernes », de ses démolés avec les voleurs de voitures et les technocrates tatillons armés de leurs règlements sportifs ? Mais, pendant ce temps, que se passe-t-il à Gaza ? Quelles sont les revendications des grévistes de la R.A.T.P. ?

Le Paris-Dakar passe la rampe. Dans les larmes, le rire ou la colère, chacun se passionne pour le

« Dakar » ! Tous, pour ou contre, rentrent dans le jeu. Même les « anti » participent, à leur manière, au retentissement de la course. Malgré des arguments plus ou moins percutants ils alimentent la mécanique. S'attaquer directement au « Dakar », exiger son arrêt, ne sert pas à grand-chose. Cela touche un

Se contenter de hurler à l'indécence, d'argumenter sur l'énergie gâchée et la destruction des sites occasionnée par la course, constitue une agitation bien insuffisante. Même dénoncer à travers le « Dakar » les types de rapports colonialistes, entretenus par la France avec les Etats africains, res-

C'est nous les Africains...

COMME dans de nombreuses autres épreuves sportives, l'armée est présente sur le Paris-Dakar. Outre l'aspect propagande, cette participation lui permet de tester sur le terrain son matériel (et plus particulièrement dans le domaine des transmissions). Malgré la vague de privatisations et de libéralisme, elle a conservé cette année le monopole des transmissions télé mobiles.

On comprend aisément pourquoi en parcourant une lettre du chef de cabinet militaire du ministre Giraud : le rallye permet d'expérimenter, dit-il, « une station aéromobile de transmission (...) à partir de zones géographiques non équipées de stations fixes. Ces zones représentent 85% de la surface du globe et l'intérêt militaire de cette station ne saurait vous échapper, en particulier pour la gestion de crises. » Ainsi, le « Dakar » prépare des interventions ultérieures de l'armée française. On reviendra, pourraient s'exclamer les gentils porteurs de képi.

Mais, c'est déjà en quelque sorte un retour puisque le premier Paris-Dakar date de décembre 1938 et avait conduit un groupe de quatre motocyclistes militaires sur un périple de 5 500 km. Le circuit était quel que peu différent puisque les « concurrents » traversaient Lyon et s'embarquaient, en Espagne, pour Oran. Puis, par Fes, Casablanca, Tindouf et Nouakchott, ils rejoignaient Dakar. A cette époque les motocyclistes étaient équipés de side-cars pour transporter leur équipement et, entre autres, des armes car certaines parties du désert demeuraient peu sûres.

Aujourd'hui, on écrase encore quelques Africains mais ce ne sont que de paisibles spectateurs. L'aventure n'est plus ce qu'elle était ! On l'écoute tranquillement sur les ondes F.M. (Aventure F.M.), grâce aux bons soins de l'armée (partenaire de cette radio, avec les Scouts de France). Toujours prêt...

LYOTAY



effet et non les causes profondes. Le « Dakar » avec toutes ses ambiguïtés, ses scandales mêmes, n'aurait pas autant de prestige, ne ferait pas autant de bruit, s'il ne symbolisait des enjeux économiques et politiques plus profonds. Supprimer le symbole ne changerait pas les rapports avec l'Afrique.

semble à un coup d'épée dans l'eau face aux enjeux réels que la fin du « Dakar » ne toucherait pas le moins du monde. Les comités « anti » rentrent dans le jeu des médias et leur action n'aboutit qu'à braquer encore plus les projecteurs sur Vatanen et ses problèmes.

STANLEY

PRISON

Souffrances au quotidien

Incarcé depuis le 10 avril 1987, Eric Hébert relate pour le Monde libertaire quelques aspects de la vie carcérale, la soumission des corps et des esprits, mais aussi les réactions individuelles et collectives.

Le comité de rédaction

PRÈS de cinquante mille personnes vivent dans ce milieu désespérément clos qu'est la prison. La prison fait peur, nous savons que derrière les murs, des hommes, des femmes et des enfants souffrent et ne supportent pas d'être enfermés.

Derrière les barreaux

Située entre Quincy et Douai (Nord), la maison d'arrêt de Douai comprend 600 détenus répartis dans trois bâtiments de trois étages. Prévue pour 400 places, cette prison n'est pas trop surpeuplée. Nous sommes deux par cellule, mais il existe des cellules vides ou occupées par une seule personne. Nous vivons dans une pièce de 4 m de long et de 2,25 m de large.

En prison, la vie obéit à un rythme régulier. Chaque jour ressemble à peu de chose près au précédent. Chaque matin à 7 h, le surveillant enlève les verrous, allume la lumière et regarde à l'ceilillon si nous sommes là : c'est le réveil. À 7 h 30, les « balayeurs » (des détenus) apportent le café et le lait, ils sont accompagnés du surveillant qui ouvre et ferme les portes. Nous prenons le petit déjeuner, comme tous les repas, en cellule. Certains prisonniers dorment toute la matinée, d'autres descendent à la promenade qui commence à 9 h. Elle dure deux heures et a lieu dans de petites cours. Chaque côté d'étage, qui comprend une vingtaine de cellules, a la sienne ; nous ne sommes pas nombreux à sortir (au maximum, trente gars).

Vers 12 h, la gamelle est apportée, composée essentiellement de féculets et de conserves. Certains la refusent, mais mangent grâce aux cantines. Chaque semaine une liste de produits nous est donnée, et

nous pouvons commander et payer (cantiner) de la nourriture, des produits d'entretien, de toilette, etc. À 12 h 45, le courrier attendu avec avidité est apporté. À 15 h, la promenade se renouvelle et dure deux heures. Le dîner est apporté vers 18 h. À 19 h, les portes sont bouclées, elles sont réouvertes à 7 h le lendemain. Commence ainsi une des réalités les plus douloureuses de la détention : « la longue nuit pénitentiaire ».

Les activités individuelles qui s'offrent à nous sont la lecture, l'écoute de la radio et de la télévision. La bibliothèque est bien fournie, pas loin de mille titres sont disponibles, et tous les 15 jours nous pouvons emprunter cinq livres. Les bouquins apportés par le parloir sont également autorisés. Les postes de radio et les radios-cassettes sont vendus ; quant à la télévision, elle se loue pour la somme de 220 F par mois. Les six chaînes sont captées,

Malgré tout, les actes de désespoir sont fréquents, les révoltes nombreuses, et quelques fois des mouvements de contestation se mettent en place.

Les refus de l'enfermement

Les actes de désespoir sont liés au refus d'être enfermé. Les coups de cafard, les pleurs et les sanglots sont courants et parfois débouchent sur des automutilations. L'isolement et

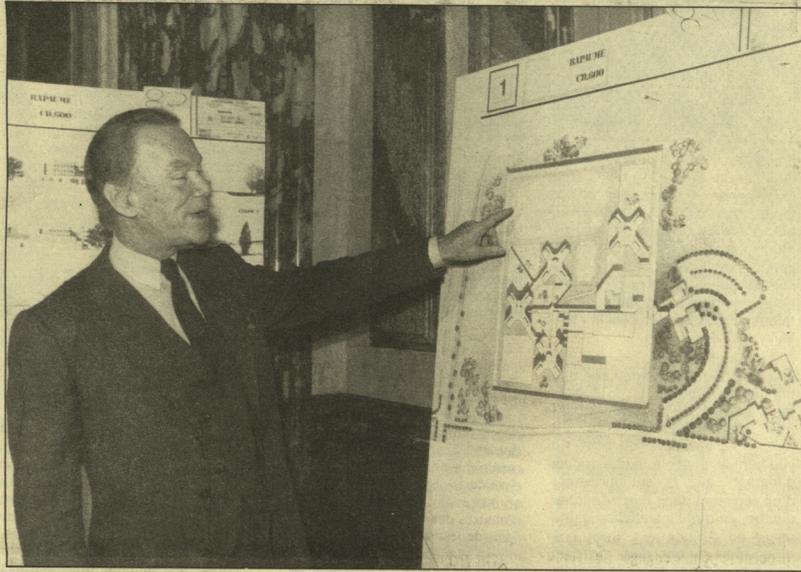
sièurs années. Il y a le cas de ceux qui sont condamnés à de grosses peines, qui sont laissés ici plusieurs années avant d'être transférés dans une centrale où les conditions carcérales sont différentes. En centrale, les portes restent ouvertes en journée, les activités sportives et culturelles sont nombreuses, et le travail est obligatoire. J'ai connu un détenu condamné à perpétuité, avec une peine de sûreté de dix-huit ans, qui était à Douai depuis plus de cinq ans. Las d'attendre son transfert, il a menacé le directeur de tuer un surveillant s'il n'était pas parti en centrale avant la fin de l'année 1987. À la fin novembre, il quitta la maison d'arrêt. Les révoltes sont multiples et viennent principalement des condamnés qui veulent une amélioration des conditions carcérales car ils savent qu'ils devront les subir un certain temps. Ils n'hésitent pas à revendiquer et refusent de se soumettre aux surveillants. La durée de leur détention les rend très agressifs.

Il faut souligner que nous sommes soumis à un règlement selon lequel « le maintien de la discipline est la condition indispensable du traitement pénal et du bon fonctionnement de l'établissement. » « Le respect de la discipline est assuré par un certain nombre de sanctions et de récompenses édictées par le code de procédure pénale. » C'est pourquoi on appelle les surveillants : « matons » ou « chefs ». S'il est insupportable d'être enfermé, il est « sadique » d'être obligé de se soumettre. De ce fait, les rébellions contre l'autorité ne manquent pas. Cependant à Douai, le règlement n'est pas vraiment appliqué et nous sommes loin d'être militarisés, les surveillants se contentent d'ouvrir et de fermer les portes et, bien sûr, de nous surveiller (rondes, vérifications des barreaux, etc.). Mais quelques-uns d'entre eux ne cachent pas leur haine à notre égard et se sentent imbus d'autorité, à cause peut-être de l'uniforme : ils nous provoquent et l'agressivité verbale se transforme vite en violence, au désavantage du détenu le plus souvent. L'administration a, en effet, un large éventail répressif pour calmer les « rebelles ».

A chaque infraction, le maton établit un rapport disciplinaire qui implique — le plus souvent — le passage devant le prétoire. C'est le tribunal interne de la prison composé du directeur, du chef de la détention et de la sous-directrice. Les dés sont donc pipés, car l'administration pénitentiaire est à la fois juge et partie. Il n'y a pas d'avocat et les possibilités d'appel n'existent pas. Selon la gravité du délit, des jours de cellule de punition sont prononcés. Un exemplaire du rapport est envoyé au juge d'application des peines (si le puni est un condamné), au procureur ou juge d'instruction (si le détenu est prévenu). Le rapport est donc joint au dossier pénal, et ceux qui s'occupent de l'affaire (du détenu) peuvent également infliger quinze jours de cachot en plus ou ouvrir une information judiciaire supplémentaire.

Les cellules de punition (une dizaine), appelées cachot ou mitard, se trouvent au rez-de-chaussée. Le puni ne peut prendre avec lui que le minimum : tabac, nécessaire de toilette, et de quoi écrire. Ses affaires personnelles sont donc confisquées et déposées au vestiaire. Les mitards sont isolés du reste de la détention par de grandes portes. La cellule est de même superficie que les cellules « normales ». Le sanitaire est à la « turque », pas de lavabo, seulement un robinet ; le lit, la table sont scellés à terre et au mur. Pour s'asseoir, il y a une borne en béton.

Les tentatives de suicide sont souvent le fait de prévenus, car l'attente du procès est insupportable, parfois ils « patientent » plu-



Présentation des « nouvelles prisons » par Albin Chalandon.

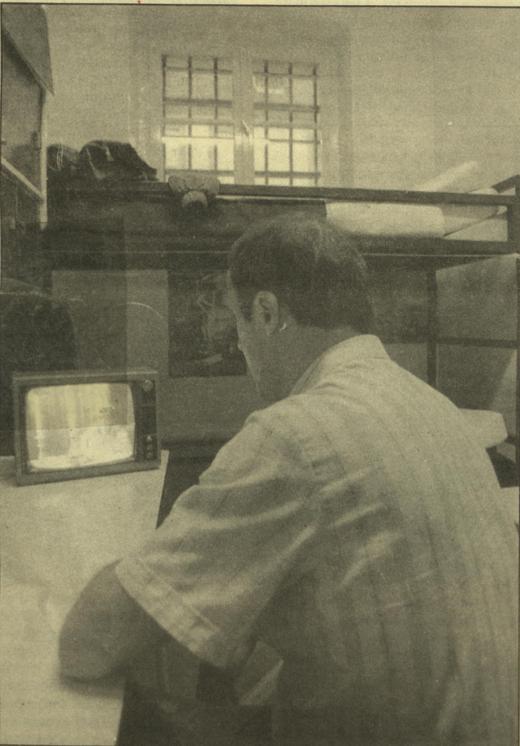
Chaque jour, nous restons enfermés près de 20 h, dans une cellule de 9 m², il nous faut donc nous occuper car nous ne pouvons être constamment allongés sur notre lit ou tourner en rond dans cet espace réduit. Nous parlons beaucoup ; de nos affaires judiciaires, de nos ami(e)s, de nos amours, de nos rêves... mais on se lasse de ces discussions où la mythomanie n'est pas toujours absente. Les principa-

un canal est réservé à l'administration qui diffuse des vidéos récentes, et prochainement Canal+ fera son apparition contre 40 F supplémentaires. L'utilisation de la télé se fait de manière boulimique. Les détenus restent fixés à l'écran de 7 h à 1 h ! Les détenus se sentent mieux, car celle-ci les calme, les rend amorphes, et ainsi ils ne réfléchissent plus. Dans cette vie dramatiquement vide et monotone, les images permettent de s'évader, car peu d'activités communes sont proposées par l'administration.

Le sport est inexistant, le football réservé aux condamnés se pratique dans une cour de terre. Le ping-pong est limité faute de tables (deux par bâtiment), quant au club d'échecs il est vite débordé ! Des cours à plusieurs niveaux d'étude sont donnés, et seuls les condamnés en sont bénéficiaires. Même si des grâce (deux mois) sont offertes à chaque réussite d'un diplôme, il n'est pas toujours facile de se concentrer en ce lieu.

Quant au travail, peu de places sont proposées et les rémunérations sont très basses, un balayeur touche 120 F par mois, le bibliothécaire : 400 F. La confection d'enveloppes est payée à la pièce, ainsi que le linge pour la Redoute ou les 3 Suisses.

Ce manque d'activités physiques et culturelles a des conséquences fâcheuses sur l'organisme et le psychisme de l'individu. Nous sommes victimes de maux de tête, de constipation, d'étourdissements. Certains se laissent aller et deviennent, petit à petit, grabataires, irresponsables et déséquilibrés. D'autres, le cœur à nu, cherchent à assouvir leur immense besoin d'affection. De la promiscuité naît souvent une solidarité, mais aussi un enfer. Pour pouvoir oublier, dormir, ils prennent des toxiques (sommifères, tranquillisants...) en quantité importante, du matin au soir, aggravant ainsi leur état de sujétion et détruisant leur organisme.



PRISON

Souffrances au quotidien

La « fenêtre » est murée de verre épais, de barreaux et de doubles grillages ; il y a juste deux petites ouvertures qui laissent pénétrer un peu d'air et de lumière naturelle. On suffoque dans cet endroit où la lampe reste allumée de 7 h à 23 h. A l'entrée, des grilles empêchent d'atteindre la porte. Les couverts (fourchettes, assiettes, verres) sont bien sûr en plastique et dans un état de saleté lamentable.

Voici comment se déroule une journée au mitard. A 7 h, le maton allume la lumière, c'est le réveil. A 7 h 30, le petit déjeuner est apporté par trois ou quatre matons et un brigadier-chef ! Nous remettons notre literie, qui est placée dans un local. Vers 8 h, c'est la promenade qui dure une heure, chaque puni ayant sa cour et restant seul. Après celle-ci nous subissons une fouille corporelle qui est une pratique obscène et humiliante. Les cantines sont interdites et ne sont pas apportées, sauf pour le minimum déjà cité. L'isolement dans cet étouffoir où ni radio ni télé ne sont autorisées (il n'y a d'ailleurs pas de prise électrique) est intolérable. Néanmoins, des livres sont permis ainsi que des journaux cantinés. Le parler est possible (deux fois par mois) et s'effectue à l'hygiaphone avec séparation physique. Le courrier est donné avec retard (vers 15 h). Il n'y a pas de promenade l'après-midi. Le soir, la gamelle est servie vers 18 h 30 avec cette fois cinq ou six matons et un surveillant-chef ! Nous repreneons ensuite notre literie. Nous restons 23 heures sur 24 dans l'isolement le plus complet et sommes démunis de tout. On devient plus agressif, ce qui explique le déploiement de force à la gamelle. Au moindre geste de notre part, les matons doivent éprouver du plaisir à s'abattre sur nous pour nous « raisonner », dans le silence le plus total. Il est facile « d'arranger » un gars à plusieurs, il est évi-



Le centre de Mauzac : « une prison modèle » !

dent qu'il ne peut pas se défendre, mais il est certain qu'une fois sorti du mitard c'est tout différent, et la vengeance s'exercera contre ces lâches.

Le soir, nous avons le plaisir d'entendre certains bruits ; dehors, mais aussi dans la conduite d'écoulement de notre sanitaire. On l'aura compris ce sont bien de rats qu'il s'agit ! Par précaution, histoire de ne pas se faire mordre les doigts de pieds par l'un d'entre eux, il est conseillé de mettre la poubelle dans le trou d'évacuation du sanitaire, même si la poubelle les attire, cela les empêche de se balader dans le cachot (en principe). C'est idéal pour passer une bonne nuit !

La durée de mitard maximale autorisée est de trente jours, mais



Escadron de gardes mobiles lors de la mutinerie de Fleury-Mérogis le 14 juillet 1987.

nous l'avons vu, le juge ou le procureur peuvent infliger quinze jours de plus.

Voyons un peu les « délits » qui entraînent des jours de cachot. Insultes à surveillant : 8 jours ; coups et blessures au surveillant ou à un détenu : de 10 à 30 jours et procédure pénale engagée (le détenu évadé risque une peine de six mois à deux ans ferme). Fabrication d'objets prohibés, comme les « totos » (thermo-plongeur artisanal qui permet d'avoir de l'eau chaude) : de quatre à huit jours. Frapper les portes, faire « yoyo » (faire passer des choses de fenêtre en fenêtre par des bouts de draps)... sont également passibles de la cellule de punition.

leurs délits ou crimes. Il est vrai que les « pointeurs » (les violeurs) ou les assassins d'enfants ne sont pas tellement appréciés des détenus. En restant isolés, ils ne risquent pas de subir les agressions de la part d'autres détenus, qui seraient capables de les tuer.

On trouve, à la maison d'arrêt, une majorité de gars qui sont en appel ou en assises, car à Douai se trouvent la cour d'appel et la cour d'assises du Nord. Ayant de grosses peines, ils n'ont pas grand-chose à perdre et n'hésitent pas à se révolter ou à régler leur compte avec certains (balances, pointeurs, etc.). Un autre moyen de répression utilisé est le transfert disciplinaire, le détenu se retrouve dans un établissement où il est impossible à sa famille de venir à cause de la distance. Aux mauvais « bougres », la direction refuse d'accorder des remises de peine (chaque condamné touche, « si bonne conduite », une semaine de grâce par mois de détention), des permissions ou des libérations conditionnelles. On le voit, la lutte individuelle est difficile car vite réprimée, il en est différemment des actions collectives.

L'action de contestation la plus utilisée est la grève de plateau : les détenus refusent de prendre la gamelle en expliquant pourquoi. A la mi-décembre, un mouvement de ce genre s'est déclaré et a été suivi pendant 5 jours. La revendication principale était l'amélioration de la bouffe, mais par la suite d'autres mots d'ordre se sont greffés, comme la volonté d'avoir davantage d'activités sportives, plus de promenades... Certains ont également profité de l'occasion pour que leurs problèmes soient réglés (transfert, par exemple). Le directeur a pris au sérieux ce combat et il est venu dans quelques cellules pour mieux se renseigner, par la suite il procéda à une dizaine de changements de cellule d'éventuels meneurs. Finalement la grève de plateau s'essouffla et s'arrêta d'elle-même. Reste que celle-ci est un bon moyen de faire plier l'administration, mais demande un consensus des gars sur des points précis, et une volonté de s'organiser afin d'arriver au but fixé. Une autre forme de lutte collective est le refus de regagner les cellules à la fin de la promenade et de monter sur les toits pour alerter les gens ou pour se jeter dans le vide si les revendications ne sont pas acceptées. Au cours de l'é

1987, c'est cette pratique qui a été utilisée notamment à Loos et Douai. La direction s'en lave les mains et parle, avec les forces de police interposées. La direction ne voulant pas céder sur des revendications visant à améliorer notre quotidien, elle donnera l'ordre aux forces de répression d'intervenir après les sommations d'usage, comme à Fleury ou aux Beaumettes. Les mutineries de Loos et de Douai (pour le Nord) se sont arrêtées d'elles-mêmes car le rapport de force était défavorable ; à Loos six gars sur les toits, et une cinquantaine dans la cour.

Solidarité libertaire

Les principales causes du développement des mutineries de l'été 1987 ont été la surpopulation pénale et l'absence de grâce pour le 14 juillet. Des revendications locales se sont jointes à celles-ci, mais aucune ne remettait en cause l'enfermement, la prison.

L'abolition de la prison suppose évidemment la destruction de l'actuel système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'Etat. Nous (les militants libertaires) sommes contre la prison, l'enfermement, car notre projet anarchiste vise à construire une société fondée sur les principes d'égalité, de liberté et d'entraide où toute institution autoritaire serait abolie. Une majorité de détenus est condamnée pour vols, trafics, crimes... liés à l'actuel système économique qui les exclut parce qu'ils ne veulent ou ne peuvent travailler. On compte trois millions de chômeurs, autant de précaires et de gens qui subissent la crise économique de plein fouet. Pour vivre, ils volent, tuent, puis remplissent les établissements pénitentiaires. La délinquance est donc le produit de cette société. Un monde anarchiste fera disparaître la plupart des crimes et délits actuels, car les causes de ceux-ci seront supprimées. Néanmoins, il serait faux de penser que les conflits entre personnes n'existeront plus, mais ceux-ci se résoudreont en accord avec nos principes (1).

Si peu de prisonniers savent réellement pourquoi ils sont emprisonnés, beaucoup réfléchissent sur le rôle de la justice, de la société et s'intéressent à nos idées qui sont — hélas ! — peu propagées. Il y a peu de militants anarchistes empri-

sonnés — heureusement —, qui pourraient justement faire connaître nos propositions. Coupés du monde extérieur, les détenus ne sont pas sensibilisés à nos moyens de propagande « classiques » (affiches, meetings...) et on comprend aisément pour quelles raisons ! Les journaux sont systématiquement épluchés, et les publications anarchistes ou contre la prison sont censurées ou interdites (2). Seule la radio, car elle franchit avec facilité les murs, est capable de propager l'anarchisme, de briser le silence des prisonniers, d'informer de leurs luttes et d'être solidaires de ces derniers. Nous sommes solidaires des taulards car nous sommes trop épris de liberté pour nous taire sur l'enfermement qui est une souffrance terrible pour l'homme, pour ne pas dénoncer la prison qui est l'outil répressif de l'Etat. Solidaires également des luttes de prisonniers, même si celles-ci sont réformistes dans leur finalité (amélioration des conditions de détention), car nous savons que la lutte apprend à l'homme à se battre, à se forger une conscience politique qui débouchera sur une radicalisation des buts du combat. N'oublions pas que les prisonniers aspirent aussi à un monde plus libre et plus humain.

N'est-ce pas Bakounine qui disait : « Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens vraiment libre que par la liberté des autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent, et plus large devient ma liberté. »

Eric HÉBERT

(1) On lira avec intérêt le n° 3 des Cahiers de réflexion anarchiste Les Oeillets rouges qui traitent de « Consensus et déviance », et plus particulièrement l'article « Déviance et punition en société anarchiste », de Gaetano Manfredonia. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 50 F pour 112 pages.

(2) La revue Otages, B.P. 37, 59651 Villeneuve-d'Asq cedex, est par exemple interdite par décret depuis 1985.

Pour ceux ou celles qui voudraient d'autres renseignements sur la prison, notre vie... voici mes coordonnées : Eric Hébert, n° 12173, cellule 246 B maison d'arrêt, 59507 Douai.

U.R.S.S.

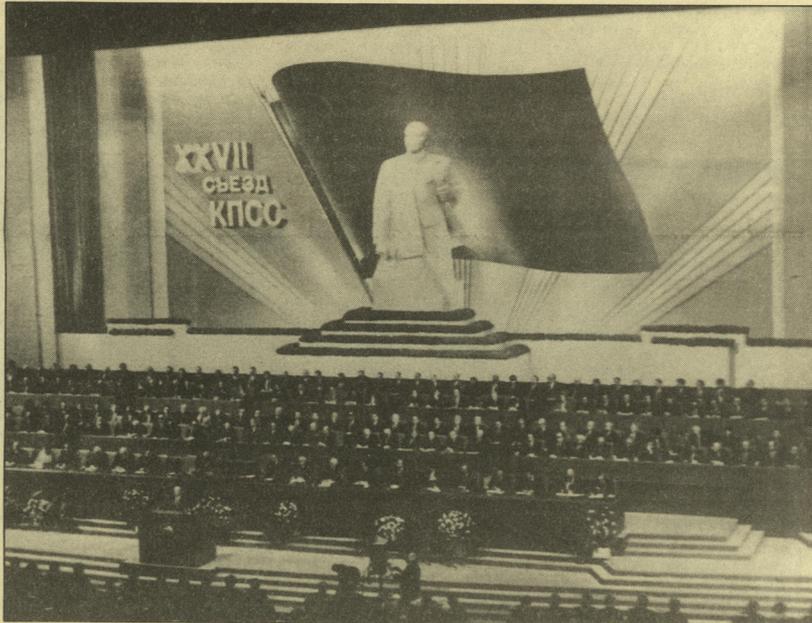
Les partisans du changement

L'INTERDICTION le 10 décembre d'un séminaire indépendant sur les droits de l'homme ne nous surprend guère. Cela démontre une nouvelle fois les limites des tentatives de réforme de Gorbatchev. C'est pour nous l'occasion de faire un bilan sur les partisans de la « perestroïka » : la revue *Glasnost* animée par d'anciens prisonniers politiques et la Fédération des clubs socialistes.

Fermée pour désinfection

La réunion du 10 décembre, organisée par le Press Club *Glasnost*, n'a donc pas été autorisée par les autorités (1). D'ailleurs aucun artifice n'avait été négligé pour saboter une telle rencontre. Non seulement de nombreux invités étrangers n'obtinrent pas les visas nécessaires, mais encore des Soviétiques de province ne reçurent pas l'autorisation de quitter leur lieu de résidence. Même à Moscou, certains participants potentiels reçurent la visite de la milice. Devant l'obstination des organisateurs, il ne restait plus qu'à déclarer la salle « fermée pour cause de désinfection ». Pour l'un d'entre eux, tous ces incidents dévoilent « la profonde incapacité des autorités à mener un dialogue constructif avec les organisations sociales indépendantes. Ils démontrent qu'il ne faut pas surestimer les changements dans ce pays (...). Voyez-vous pour le K.G.B. et la milice, il n'y a pas de sommet. Sommet ou pas, ils font leur boulot. L'Occident a parfois tendance à croire ce qu'il a envie de croire ».

Plus engagée, la Fédération des clubs socialistes (F.C.S.) est issue de la première rencontre d'associations indépendantes qui s'est tenue à Moscou du 20 au 23 août 1987 et avait rassemblé près de 600 personnes. Elle regroupe de nombreux groupes de gauche, dont le plus important semble être le Club d'initiative sociale (K.S.I.) fondé à l'automne 1986 par des sociologues



se donnant comme but de « consolider l'aile gauche de la perestroïka ». Voici un extrait de la plate-forme de la F.C.S. qui dévoile ses objectifs et montre clairement la limite de ses activités.

« Les groupes et unions signataires de cette déclaration sont partisans d'une perspective socialiste de développement de notre pays. Partisans convaincus du socialisme, nous faisons notre cours proclamé en octobre 1917 visant la construction en U.R.S.S. d'une société sans classe et le dépérissement de l'Etat. Nous voyons dans la formation de groupes et unions indépendants, dans l'accroissement de leur rôle dans la société une des

voies de développement de l'auto-gestion sociale, entraînant l'élimination des structures administratives et bureaucratiques.

« Dans la période actuelle notre patrie vit une époque de changements importants. Le succès des réformes en cours dépend du niveau de soutien apporté par les masses à la "perestroïka" et du degré de leur participation. Le problème de la victoire de la "perestroïka" est une question de vie ou de mort pour le socialisme en U.R.S.S.

« Nous reconnaissons le rôle constitutionnel du P.C.U.S. dans notre société, mais le parti ne se présente pas comme un tout homo-

gène. Dans ses rangs se trouvent aussi ceux qui portent une responsabilité directe pour les abus et les erreurs des années passées, ceux qui ont rempli les rangs de la bureaucratie, formant cette masse de fonctionnaires qui s'autosuffisent et sont coupés des besoins et des espoirs de leur peuple. Nous nous efforçons de soutenir les dirigeants et les simples membres du parti qui représentent des forces saines et progressistes (...).

« L'union des groupes et organisations indépendants, qui se placent sur une plate-forme de soutien à la politique de développement du socialisme et de la démocratie,

adoptée par le P.C.U.S. à son XXVII^e congrès, est indispensable pour une autre raison encore : au sein du mouvement informel, se forment et se développent des groupes défendant des points de vue réactionnaires : racisme et chauvinisme, fascisme et stalinisme, et adoptant des méthodes d'action extrémistes. En nous unissant, nous serons en mesure de résister à l'extrémisme au sein du mouvement indépendant et de diffuser une information sur les actions de ces groupes (...).

Suivant une telle optique, la F.C.S. propose nombre de réformes dont :

- la liberté de parole, de presse et de manifestation, demandant « l'inscription dans la loi d'une différence nette entre la notion de critique des défauts du système existant et celle d'activité dirigée contre l'Etat » et la « tolérance pour les opinions et les goûts tant sociaux qu'artistiques des représentants des différents courants dans la mesure où leurs formes de manifestation ne sont pas en contradiction avec la Constitution de l'U.R.S.S. » ;
- la liquidation des « fonds spéciaux » dans les bibliothèques et archives ;
- la garantie pour toutes les associations de proposer leurs propres candidats aux élections ;
- l'élargissement de la fonction et du pouvoir des soviets ;
- le fonctionnement de l'économie sur une base autogestionnaire.

A peine les partisans des réformes ont-ils eu le temps de s'organiser que l'on se pose déjà la question : la « perestroïka » a-t-elle vécu ? Certes il est encore trop tôt pour se prononcer, la lutte au sein de la bureaucratie est loin d'être achevée. Mais une chose est certaine, Gorbatchev est dorénavant sur la défensive.

Jean-Klaude
(Gr. Kropotkin)

(1) Cette rencontre a malgré tout eu lieu dans des appartements privés.

« GLASNOST »

Une revue indépendante

Le bulletin *Glasnost* est également dans le collimateur du pouvoir, qui tente de le réduire au silence. N'a-t-il pas fait tout simplement saisir le septième numéro ? Cette stratégie n'est pas nouvelle puisque, à peine un mois après la parution du premier numéro, le journal *Moscou Soir* daté du 8 août 1987 l'accusait de « substituer aux valeurs réelles une démagogie de mauvais aloi », estimant que cette revue n'était « pas centrée sur les phénomènes nouveaux qui apparaissent dans la vie du pays (...), mais sur les phénomènes du passé ». Le 1^{er} octobre, deux rédacteurs étaient interpellés, accusés de diffamations pour avoir affirmé que les archives officielles des années 1930-1950 étaient en cours de destruction. Le lendemain, Tass incriminait S. Grigorians, directeur de publication, d'avoir violé les lois soviétiques en vigueur, en ayant « frauduleusement » utilisé du matériel d'Etat pour publier sa revue.

Pourtant ce dernier a toujours fait preuve d'une extrême modération en déclarant avant la parution du premier numéro : « Contrairement à notre activité antérieure, nous ne cherchons pas la confrontation avec le pouvoir, mais à combler les lacunes de l'information dans les domaines que ne touche pas, ou seulement partiellement, la presse officielle. Nous voulons faire tout absolument officiellement, mais si nous ne recevons pas de permission officielle nous commencerons de toute façon la publication ».

Il nous a paru intéressant de publier des extraits de l'éditorial du premier numéro qui reflète l'esprit de *Glasnost*.

J.-C.

De nos jours, la nécessité de réformes dans toutes les sphères politiques, économiques et socio-culturelles de la vie de la société est devenue évidente.

Il y a peu de temps, seuls quelques-uns parlaient de la nécessité de changements ; aujourd'hui tout le monde en parle, et ceux qui dirigent le pays le font avec plus d'insistance que les autres. Ce sont précisément eux qui voient dans les événements de la période précédente des phénomènes annonciateurs de la crise. Ce sont les dirigeants du pays qui ont annoncé une politique de changements décisifs et ont déclaré qu'il n'y avait pas d'autre voie. Mais le processus de changement, le processus de reconstruction est complexe et comporte des aspects multiples. Ses adversaires passifs mais puissants sont l'indifférence sociale, l'absence d'habitude de pensée démocratique, le manque de confiance dans la force de l'opinion publique.



La perestroïka de la vie sociale n'est possible que si des habitudes démocratiques se développent dans la conscience sociale. Le développement de la pensée démocratique doit devenir l'affaire du peuple (...).

Ce n'est un secret pour personne, la politique de changement rencontre l'opposition active des membres de l'appareil politique et économique qui ont directement ou indirectement mené le pays au bord de la crise. Jusqu'à ce jour, ces forces occupent certains postes importants. Elles entravent activement la reconstruction. Leur argument principal est la peur de perdre le contrôle du pays. Il ne faut pas sous-estimer leur importance. (...) Nous sommes conscients du danger qu'il y a à agir, mais il est également inadmissible de rester inactif. Le sentiment et la conviction que c'est maintenant que se décide le destin du pays, le destin de l'humanité, nous obligent à chercher la voie que nous pouvons emprunter pour participer aux changements qui s'amorcent.

Les premiers pas sur cette voie sont clairs. Nous entamons la publication du bulletin d'information *Glasnost* et celle d'un *Recueil Glasnost* plus volumineux, où nous ferons paraître des articles et des documents sur les problèmes contemporains les plus cruciaux. Ces deux publications sont des organes indépendants ayant pour but de contribuer au développement de la conscience démocratique dans la société. (...)

Le bulletin et les recueils éclaireront à la fois divers aspects du mouvement de défense des droits de l'homme dans le pays et toutes sortes de problèmes de grande portée : l'écologie, la culture, l'économie et la vie sociale, en réunissant sur leurs pages le plus de signatures possible de spécialistes de haut niveau.

La nécessité de publications indépendantes est dictée par le fait que, dans notre pays, tous les organes de presse font partie du même appareil économique, administratif et social dont le travail est loin d'être irréprochable et qui a dernièrement fait l'objet de critiques ouvertes. Dans notre pays, les médias font partie de cet appareil, aussi ne remplissent-ils pas de manière pleinement satisfaisante leur fonction d'interaction entre la société et ses gouvernants, et ils ne sont pas les moins responsables de la situation précaire où en est arrivé le pays. (...)

Aujourd'hui nous n'avons qu'un moyen de contribuer aux changements dans le pays : fixer ces actions dans le verbe et dans la conscience sociale, les objectiver. La vérité est l'apanage de tous. Et ce qui hier était secret se dit aujourd'hui partout à haute voix. On ne peut pas se taire.

La rédaction

MEXIQUE

Elimination des paysans et des contestataires

« A U Mexique, il n'est nullement besoin d'utiliser des fertilisants pour arroser la terre. Le sang des paysans, des ouvriers et des étudiants assassinés les a, depuis longtemps, remplacés. »

La « cour » des syndicats ouvriers vient de signer un « Pacte de solidarité » avec le patronat et le gouvernement. Les salaires des ouvriers ont été amputés de 15% lors de cette signature ; les « smicards » ont vu les leurs amputés de 20% depuis le 1er janvier 1988. Les gangsters qui dirigent les syndicats persistent dans leur soutien au pouvoir, au vol et à la corruption qui règnent dans les sphères gouvernementales et parmi les fonctionnaires de l'Etat. Cette gèneflexion, de ceux qui disent représenter les ouvriers, est la suite de leurs actions antérieures, et en particulier, du don qu'ils viennent de faire, « de la part des ouvriers », aux patrons (qui en demandent, bien sûr, chaque fois plus). C'est pour que les politiciens de tout acabit continuent à s'enrichir sur le dos de la misère et en affamant le peuple, que ce fameux « pacte » a été signé.

La plus énergique vague de protestation est alors apparue à travers tout le pays, protestation unanime parmi les diverses classes sociales. Lors de ce fameux jour « J », jour de la signature du « Pacte de solidarité », le gouvernement annonça une hausse des

prix de tous les carburants, du téléphone, du gaz et de l'électricité de 85% ; les tarifs des transports et en particulier ceux des chemins de fer se voyaient augmentés d'environ 20%. Nous pouvons également mentionner l'augmentation du sucre de 85%, ou le

Les protestations ne s'expriment pas, pour l'instant, dans la rue (les syndicats servent en fait aux arrivistes, pour grimper dans la hiérarchie politicienne). La Confédération des travailleurs du Mexique (C.T.M.) contrôle ainsi actuellement sept gouverneurs

de certains pays du même continent, le Mexique est un pays où la liberté, la justice et autres balivernes du même style existent !

La presse ne fait pas ses unes sur les assassinats de paysans, pas plus que la radio, et encore moins la télévision. Notre corres-

pondencia et Simojovel, pour avoir protesté contre la malversation de fonds de la municipalité. Ils furent mitraillés sans sommation. Il ajoute que ce cas n'est pas isolé, et constitue la politique habituelle du gouverneur mentionné ci-dessus. Ces meurtres ne sont pourtant que la partie visible de l'iceberg et cachent les dimensions réelles de la répression dont sont victimes ceux qui se révoltent.

Pour un paysan tué et mentionné par la presse, on ne sait pas combien sont réellement assassinés. La presse parle alors souvent d'un « paysan trouvé mort », les autorités n'expliquant pas bien sûr le pourquoi de cette mort. Ce sont les « caciques » qui financent les « bandes blanches » (escadrons de la mort) et occupent des postes importants dans le parti de l'Etat. Le P.R.I. a d'ailleurs un slogan : « Si je gagne, c'est superbe ; si je perds, j'affirme avoir gagné. » Cela lui a ainsi permis de rester au pouvoir pendant plus de cinquante ans. Sa force réside dans les arrestations, la torture et les assassinats. Par exemple, le 18 décembre dernier, l'avocat et journaliste d'Amnesty International et de la Ligue des droits de l'homme a été tué en plein centre ville de Culiacan. Les motifs : il s'opposait, comme de nombreux autres, à l'intolérable !

D'après des informations de notre correspondant au Mexique



fait que pour payer un pain de 70g, il faut verser 50 pesos (le salaire moyen étant d'environ 7 700 pesos par mois). Les ouvriers devront, ainsi, encore s'épuiser pour donner de quoi survivre à leurs enfants. Cette situation est d'autant plus intolérable que 65% de la population se trouve dans un dénuement total.

d'Etats, un groupe bien gras de députés et sénateurs, des centaines de conseillers et des dizaines de maires. Suite au soutien très important, que lui apporte le gouvernement, cette organisation majoritaire oblige ses adhérents à s'inscrire au parti du gouvernement, le P.R.I. Finalement malgré ces « circonstances » et l'ingé-

pondant dit avoir une déclaration, signée par cinq organisations de paysans indépendantes, dénonçant la répression et l'assassinat organisés par le gouverneur de Chiapa, Absalon Castellanos Dominguez : ces organisations indiquent que les 5 et 11 décembre 1987, 8 paysans furent assassinés dans la municipalité de Inde-

ESPAGNE

A propos d'un procès

Le procès commença le matin du 24 septembre 1987 et se déroula au cours de trois séances. Le 24 septembre, Maria Valiente, José Perez, José Castillo, Juan Robles, Alejandro Mata furent interrogés jusqu'à 13 h 30, heure à laquelle le juge, annonçant qu'il « avait d'autres choses à faire », renvoya la suite des déclarations au lendemain matin. Ainsi que nous l'avons déjà relaté dans Libertad ! n° 5, cette attitude de la part du procureur, tendant à démontrer que les accusés étaient de « dangereux malfaiteurs », se situe dans la

José Castillo Romero chaque fois que celui-ci ouvrait la bouche. Il faut souligner la patience de cet avocat (des autres aussi) qui endura cette situation humiliante, devant laquelle n'importe qui d'autre aurait répondu par l'insulte ou serait sorti de la salle. Le lendemain matin, on interrogea Matias Ripoll et des témoins (des policiers et des employés des banques prétendument attaqués). Il convient de noter que, jusqu'à cet instant, à aucun moment du procès, on ne se soucia d'éclaircir ces prétendues « attaques » ; le procureur

qu'ils étaient donc influencés par cette photo. Les déclarations des policiers « témoins » furent un ramassis de contradictions et d'irrégularités. Ils affirmèrent qu'ils suivaient le « prétendu groupe armé » depuis plusieurs mois avant son arrestation, ce qui conduit à se demander si l'accusation portée est vraie, pourquoi ils ne les ont pas arrêtés avant ou pendant les susdites « attaques ».

Matias Ripoll Ramon condamné à 34 ans ; José Castillo Romero condamné à 5 ans ; Alejandro Mata Camacho condamné à 13 ans ; Juan Robles Diaz condamné à 5 ans ; Maria Valiente Martin condamnée à 5 mois. José Enrique Perez Navarro, avant même que les sen-

tences soient communiquées, a été incarcéré à la prison de Almería. Ainsi fonctionne l'Etat. A bas l'Etat ! La liberté maintenant !

Extrait de « Libertad ! » (novembre 1987, n° 6)

Une machination

Il faut noter de plus que le « dangereux » Alejandro Mata qui était recherché par la police, selon ses propres dires, était localisé et contrôlé. Alors, pourquoi n'a-t-il pas été arrêté ? Comme on peut s'en rendre compte, toute cette affaire n'est rien d'autre qu'une machination policière contre des travailleurs anarchistes dont le seul « délit » est d'avoir des idées anarchistes, que nous sommes nombreux à partager.

Les accusations de la police et du procureur restèrent vides de sens et le seul point commun entre les accusés demeurait qu'ils étaient des travailleurs anarcho-syndicalistes, les uns originaires de l'Andalousie sacagée, venus chercher du travail à Barcelone, et les autres y vivant. En conclusion, il était clair que ce n'était pas les faits qui étaient jugés (faits tels que attaques de banque et association de malfaiteurs, pourtant facilement démontrables, mais pour lesquels aucune preuve ne fut établie), mais des personnes pour leurs idées et leurs convictions sociales. On n'a pas jugé six ou sept personnes, mais une seule cause. Une fois de plus, l'Etat a fait tout son possible pour anéantir ceux qui l'attaquent réellement, les anarchistes et l'anarchie.

Les sentences sont tombées, elles nous laissent sans voix mais parlent d'elles-mêmes : José Enrique Perez Navarro condamné à 21 ans ;

ESPAGNE

Naissance de la C.A.S.P.A.

La Coordination d'aide et de solidarité aux prisonniers anarchistes (C.A.S.P.A.) est née de l'inquiétude de quelques militants de la C.N.T. vis-à-vis du problème des prisonniers anarchistes. A partir d'octobre 1986, jusqu'en décembre 1986, l'idée mûrit et c'est en janvier 1987 que le premier communiqué de la C.A.S.P.A. a paru. Ce communiqué reproduit les motifs de la création de la C.A.S.P.A.

Le fonctionnement de la C.A.S.P.A. est simple : les militants sont peu nombreux à supporter le poids de la charge de travail ; l'organisation n'est donc pas bien difficile à établir. Le travail de ces militants consiste principalement à maintenir une correspondance suivie avec les compagnons prisonniers, ainsi qu'à leur rendre visite, dans la mesure où ils ne sont pas emprisonnés trop loin du lieu d'habitation (notamment Carabanchel et Acolagar à Madrid, Segovia et le Dueso en Cantabrie).

La C.A.S.P.A. envoie périodiquement à ces prisonniers tout le matériel anarchiste et anarcho-syndicaliste publié qui lui parvient. Elle envoie également des livres, des vêtements, de quoi écrire. Tout ce travail est assumé financièrement par les militants actifs de la C.A.S.P.A., ce qui réduit les moyens, vu les maigres ressources dont ils disposent.

La C.A.S.P.A. édite un bulletin d'information (1) dans lequel elle essaie de donner le maximum d'informations concernant les prisons et les prisonniers anarchistes (les procès, la vie dans les prisons au quotidien, des articles de prisonniers...). La C.A.S.P.A. maintient des contacts avec de nombreux groupes libertaires et anarchistes du monde entier, ce qui se matérialise par un échange de presse et d'informations. Les militants de la C.A.S.P.A. assistent aux jugements des compagnons, dans la mesure du possible, et à deux reprises appelé à un rassemblement aux portes des tribunaux de Madrid.

Du point de vue des militants de la C.A.S.P.A. eux-mêmes, cette dernière est reconnue par le mouvement anarchiste espagnol réellement implanté, mouvement avec lequel il existe une collaboration active, tournée vers une seule aspiration : l'implantation de l'anarchie, rien de plus.

Correspondance

(1) Le bulletin de la C.A.S.P.A. s'appelle Libertad !. Il est ouvert à tous les prisonniers qui désirent s'exprimer. Il contient également les dernières informations concernant la justice, les procès, les condamnations, ainsi que des nouvelles sur les prisonniers incarcérés à l'étranger.



pure ligne du fascisme, nous rappelant ainsi des temps révolus et obscurs.

Une parodie de procès

A son tour, le tribunal — et surtout le président — fit de même avec les avocats : leur coupant la parole quand l'envie lui en prenait, leur imposant ses propres points de vue... En résumé, on voyait bien où allait sa préférence... Allant jusqu'à « montrer le carton » à l'avocat de

semblait plus préoccupé de faire savoir que les accusés étaient en relation avec la C.N.T. et le mouvement anarchiste que d'apporter la preuve que ces attaques avaient bien eu lieu.

Ces « témoins » ne purent identifier parmi les accusés les personnes par qui ils prétendaient avoir été attaqués, se contentant de dire que Matias Ripoll semblait être l'une d'elles, bien qu'ils admirent que la police leur avait présenté des photos de l'accusé avant l'identification, et

ARMAND ROBIN

« L'assassinat des poètes »

C' ÉTAIT il y a une quarantaine d'années, Pasternak était victime de la censure. Aujourd'hui, et avec un certain bruit en Occident, la revue *Novy Mir* — celle-la même qui l'avait refusé alors — publie le *Docteur Jivago* sous forme de feuilleton. Par ailleurs, l'œuvre poétique de Pasternak va elle aussi être éditée ; on annonce une édition de ses œuvres complètes.

C'est en 1958 que l'Union des écrivains excluait Pasternak de ses rangs. On se souvient que, lors de son dernier congrès, elle annulait spectaculairement cette exclusion et proposait même l'organisation d'un musée dans la datcha de l'écrivain. Il n'est certes jamais trop tard pour bien faire, mais annuler l'exclusion de Pasternak vingt-sept ans après sa mort a tout de même de quoi étonner, pourquoi tant de bruit ? On songe aux fonctionnaires historiens qui, dans 1984, travaillaient constamment une gomme à la main...

Oui, grand bruit est fait en Occident sur les changements en U.R.S.S. et en particulier dans le domaine culturel. A cet égard, la réhabilitation de Pasternak fait figure de symbole. Il

est vrai que si un tel événement a un intérêt littéraire certain, il a aussi une portée politique évidente.

Le changement

Depuis août 1986, c'est Raïssa Gorbatchev qui, après une ascension fulgurante dans l'appareil du parti, dirige le Fonds soviétique pour la culture. Autres changements : les revues littéraires *Novy Mir*, *Znamia*, *Moskva*, ont de nouveaux directeurs... Le changement se produit donc au sommet, comme d'habitude. Et ensuite ?

Il s'avère qu'il n'y a toujours qu'un seul éditeur : l'Etat. Toute édition indépendante demeure par conséquent illégale et ne peut être diffusée que « sous le manteau ». Chacun a entendu parler de « glasnost » et de « perestroïka »... La traduction habituelle de « glasnost » par transparence a été dictée par l'ambassade de l'U.R.S.S. ; elle est en l'occurrence assez peu transparente puisque « glasnost » signifie plutôt publicité... Est-ce un hasard ?

Lénine, auquel Gorbatchev se réfère abondamment, disait que les écrivains (comme tous les artistes) devaient mettre leur art au service de la politique déterminée par le parti, leur attri-

buant donc un rôle de publicitaire ou, si l'on préfère, de propagandiste. Récemment, Ligatchev, quasiment alter ego de Gorbatchev, s'adressant aux écrivains, demandait : « Avec qui êtes-vous, hommes de culture ? Il faut donc toujours choisir son camp... »

Si des romans paraissent actuellement en Union soviétique qui mettent en scène la période stalinienne d'une manière critique, c'est avec l'assentiment du gouvernement. Ces critiques participent à leur manière à la publicité pour les réformes engagées par le gouvernement, elles les justifient. Les critiques sont donc évidemment limitées, elles évoquent des dysfonctionnements relatifs à la période stalinienne : c'est un point de vue ; un autre serait l'excellent fonctionnement de la terreur à cette époque, celui-là n'a pas la liberté de s'exprimer.

Pasternak étant fort connu en Occident, il a été utilisé post-mortem par le gouvernement soviétique pour donner l'illusion, une fois de plus, de son humanisme. Il n'est pas douteux qu'un tel événement aurait interpellé Armand Robin dont nous reproduisons ici un article paru dans *Le Libertaire* du 4 octobre 1946.

G.L.

DÈS qu'un mot se révèle cadavre, les hommes qui ne dorment pas doivent se sauver de lui. Je connais des âmes fortes, pour qui le mot « bolchévisme » représente encore une rupture avec un monde miné et prêt à s'abîmer.

Or, le bolchévisme ne représente que la dernière forme prise par cet ancien monde ; loin de rompre avec le passé, il est la révélation de ce qu'était déjà notre « civilisation » ; le soviétisme, régime fondamentalement réactionnaire et antiproletarien, n'est que la radicalisation et la systématisation de toutes les formes de tyrannie, d'exploitation et de dérision déjà connues ; il n'est que le plus récent rouage d'une gigantesque machine fantasmagorique fonctionnant en tout pays pour changer toute pensée en « intérêt matériel », tout espoir en désespoir, toute libération en oppression, tout mal en pire mal. Le soviétisme est un système qui vole aux hommes le peu qui ne leur avait pas encore été volé ; c'est un effort exaspéré et désespéré pour briser définitivement en l'homme la soif d'un monde meilleur. Le bolchévisme, c'est notre vieil univers enfin réalisant son horrible perfection à la veille du sur-

gissement, dans l'effroi et la douleur, de la nouvelle conscience ; au même titre que le « nationalisme », que le « capitalisme », que le « catholicisme », etc. ; le bolchévisme, c'est la lutte de la conscience morte contre cette conscience ressuscitée qui sottrairement travaille dès cette génération à ramener parmi les hommes les fleuves de vie.

Le comportement des dirigeants de l'U.R.S.S. à l'égard de la poésie est symptomatique à cet égard.

On a beaucoup reproché à l'ancienne bourgeoisie d'avoir porté aux nues Déroulède et François Coppée, tandis qu'elle ignorait Mallarmé ; on a eu raison ; mais cette bourgeoisie commettait cette erreur inconsciemment, presque innocemment. La nouvelle bourgeoisie, aidée par ses conseillers communistes, sait parfaitement reconnaître les siens. Pour les défendre contre toute menace de la part de l'Esprit, elle mobilise gouvernement, police, forces d'argent ; sous les noms d'« Union des écrivains soviétiques », de « Comité national des écrivains », elle organise des syndicats de François Coppée et de Déroulède, édite : « Malheur à qui ne louera pas nos valets de plume ! »

Les écrivains autorisés et les autres...

En outre, une littérature complètement factice, une littérature de faux-témoins, une contre-parole est créée pour combler par un mensonge habile le vide que ne manquerait pas de laisser apparaître la suppression pure et simple de toute parole véritable. Et le monde se sépare en deux moitiés dont on ne sait laquelle est la plus tragique : par millions des travailleurs désespérés de se voir pillés de tout mot, s'enfonçant dans une vie souterraine, muette, bêtes traquées attendant de plus grands désastres ; mais les écrivains autorisés prennent parti pour le crime et ne le savent même pas ; ils se croient en tête des lumières simplement parce qu'ils vivent du côté des maîtres ; ils veulent être seuls à parler pour que tous soient obligés de les entendre et l'humanité souffrante fait le vide autour d'eux ; ils entassent des écrits où rien n'est écrit et leurs bavardages, quand les peuples en ont connaissance, emplissent les millions d'âmes d'un dégoût géant.

Le vieux monde, avant de disparaître, veut amener tout homme à devenir un assassin. Or le poète, quoi qu'on lui puisse faire, est essentiellement le non-assassin. Les gouvernants du siècle de la totale nuit ne peuvent qu'être amenés à réglementer, à réprimer, puis à assassiner cet intolérable non-complice ; pour saisir et dompter le souffle insaisissable, indomptable dont la puissance les fait sécher d'effroi, ils recrutent une police exceptionnellement vile dans les rangs des écrivains, postent partout des Guillevic et des Asséiev.

Le bolchévisme n'innove pas à cet égard. Il va simplement un peu plus loin dans la voie où s'était déjà engagé ce monde. Naguère le poète était tenu à l'écart, parce qu'« inutile commercialement » ; maintenant il est interdit parce que « dangereux socialement » (entendez : dangereux pour les puissants !). Baudelaire, Rimbaud, Verlaine furent « maudits » ;

Blok, Essénine, Maïakovski, Pasternak sont littéralement livrés à la mort comme victimes expiatoires. Alexandre Blok mourant de faim à Moscou en 1921 ne fait qu'« achever » Gérard de Nerval dans la misère ; Essénine se suicidant ne fait que « couronner » Rimbaud se taisant ; les anciens maîtres condamnaient officieusement Mallarmé au silence, les nouveaux maîtres condamnent officiellement Pasternak à disparaître. L'ancienne bourgeoisie eût été malgré tout gênée si Déroulède avait insulté Verlaine ; la nouvelle secte de dominateurs admet bien qu'une Elsa Triolet, dont tout le comportement sent l'agente de la Guépéou et dont l'œuvre est écœurante de petite-bourgeoise, salisse la mémoire de Maïakovski en se réclamant de lui.

Il ne peut en être autrement : le monde actuel est « un » ; et ceux qui, au lieu de préparer un monde ressuscité, tentent de réformer celui-ci, ne font qu'accentuer le malheur ; ce monde est constitué de telle façon dans l'ordre de la fatalité que ceux qui songent d'un « salut social » posent la première pierre d'un pire esclavage social ; qu'il soit « d'extrême droite » ou « d'extrême gauche » (pour employer un instant les formules de magie noire dont les dirigeants de l'entreprise contre-révolutionnaire se servent pour hypnotiser leurs victimes), il est inéluctablement amené à ignorer l'Esprit, puis à le reléguer dans un coin, puis à le chasser, puis à le châtier, puis à l'assassiner. Le mal de ce monde s'appelle matérialisme, ce qui implique mépris des pauvres, puis massacre des pauvres, mépris des révolutionnaires, puis exécution des révolutionnaires, mépris des poètes, puis suppression des poètes. Le matérialisme triomphant, c'est l'exploitation des travailleurs d'abord, leur esclavage en Sibérie ensuite, l'universel camp de concentration enfin.

La collaboration des poètes

Il y a seulement une ou deux générations, on en voulait au poète pour son refus de céder devant une société mauvaise, mais, du moins, par un dernier reste de pudeur de la part des « capitalistes privés », on leur permettait de refuser ; aujourd'hui, ils doivent approuver tout ce qui se fait de mal, ils reçoivent des « capitalistes d'Etat » ordre de collaborer aux « plans quinquennaux », « campagnes politiques », « propagandes pour la production » et autres entreprises criminelles. Qui n'approuve pas l'infamie doit disparaître ; qui ne consent pas à devenir un Aragon doit se taire. La pire salissure pour un poète semblait être d'accepter quelque honneur ou quelque mission de la part des officiels ; les poètes autorisés par l'Etat préchent aujourd'hui que quiconque n'aide pas les malfaiteurs mondiaux est le coupable des coupables. Les poètes se glorifiaient d'être libres, il se hâtent aujourd'hui d'apporter, pour avoir droit à quelques miettes de la fausse parole, toutes les pièces justificatives de leur servilité. Ils tentaient de dire vrai, ils aident maintenant à tromper. Ils tentaient de se tenir à l'avant-pointe de l'humanité, ils multiplient maintenant les précautions pour être bien sûrs d'être réactionnaires et vite ils s'inscrivent sur la liste des valets, travaillent pour

un Staline. Où même un Nisard eût protesté, un Paulhan acquiesce.

C'est très exactement la situation en Russie soviétique. Mais ne nous y trompons pas : c'est également et pour les mêmes raisons, un peu moins visible seulement, la même situation dans tous les pays. Il est normal qu'un monde qui a conscience de son imminente disparition dans un cataclysme, un monde tout entier atteint par le déshonneur, veuille à tout prix



empêcher que subsiste encore quelque âme véritablement âme. Ce monde est tellement désespéré qu'il ne peut supporter qu'un dernier poète menace de lire son désespoir. D'où la substitution systématique de la « propagande » à l'authentique littérature. En Russie, où les hommes ont quelque vingt ans d'avance dans l'ordre de l'extrême misère, l'assassinat de tout ce qui se tient en état de veille est déjà réalisé : partout ailleurs l'assassinat des poètes est en cours, imperceptible quelques instants encore aux consciences qui ne se tiennent pas aux aguets. Ce monde ne disparaîtra pas avant qu'il ait tué ses derniers hommes vivants.

Le seul poète de la Russie stalinienne

Un dernier mot : Boris Pasternak, le seul poète de la Russie stalinienne, vient d'être inscrit sur une liste noire pour « n'avoir pas écrit d'ouvrage politique » ; curieux qu'on punisse un homme pour avoir refusé de s'avilir ! Las ! le prétexte même est faux : Boris Pasternak s'était donné bien du mal ces quatre dernières années pour être l'Aragon de langue russe ; sans doute le malheureux, même dans l'aragoneserie, n'a-t-il pu tout à fait dissimuler qu'il était poète !

Je souffre de tout ce que peut souffrir Boris Pasternak en ce moment. Mais je me réjouis aussi de la grande chance qui vient de lui échoir : cette interdiction est à son honneur, prouve qu'il me tentera pas de se justifier devant les maîtres en toutes injustices.

Armand ROBIN

Les intertitres sont de la rédaction.



Maiakovski en 1918.

=====

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

=====

NOTE DE LECTURE

« La paix, les femmes ! »

LES Presses universitaires de Grenoble viennent d'éditer un livre de 176 pages qui fait le point sur des événements les plus originaux de ces dix dernières années : la constitution d'un

mouvement de femmes pacifistes. Danielle Le Bricquoir est l'auteur de cet ouvrage qui retrace la création, en 1981, et l'activité de Résistance internationale des femmes à la guerre (R.I.F.G.).

Avec l'exercice du pouvoir par un gouvernement de gauche, ces femmes ont perdu des illusions et Danielle Le Bricquoir peut ainsi écrire : « Nous n'avons rien à attendre des partis de droite, musclés et militaristes (...). Nous n'avons pas plus à attendre de la gauche frileuse qui nous a trahies et que le simple mot "désarmement" agace ». Mais est-ce vraiment une trahison ? Quel chemin cependant a été parcouru depuis la création du mouvement et l'objectif de réclamer un ministère de la Paix (2).

s'est fixée Résistance internationale des femmes à la guerre : promouvoir une pédagogie de la paix (bien éloignée, on s'en doute, du protocole Armée-Education) et renforcer les liens entre l'Est et l'Ouest, entre Nord et Sud, pour mieux se connaître. Mais ce n'est pas suffisant car c'est ensemble, hommes et femmes, que nous imposerons (sans intermédiaire) la paix contre l'Etat quel qu'il soit. Cessons de nous leurrer sur les Etats et leurs négociations, qui ne sont en fait qu'un rééquilibrage de

la terre. Ce livre est à lire car il constitue un pas sur le chemin d'un monde débarrassé du militarisme.

Georges HOST

(1) La paix, les femmes 1, Danielle Le Bricquoir, Presses universitaires de Grenoble, 75 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) Cette préoccupation bien bureaucratique et sans aucune utilité semble aujourd'hui avoir été oubliée par le mouvement. La réponse de Mitterrand à cette proposition est à savourer : « (...) ce ministère existe, c'est celui des Affaires étrangères ».

CINÉMA « y'a bon les Blancs »

LE gros Marco remet ça ! Avec son dernier film, Y a bon les Blancs, Ferreri voulait faire scandale. Voilà qui est fait, en tout cas pour les personnes évoquées dans le film, sinon parmi le public lui-même. « Ras le bol ! la sensiblerie humanitaire », c'est en gros le message succinct catapulté par Ferreri qui tombe comme un cheveu dans la soupe d'un, par exemple, Paris-Dakar à propos duquel certains voudraient encore nous faire croire qu'il charrie, en même temps que ses turbos, quelques altruistes préoccupations.

Pour Ferreri, c'est clair : la mouvance caritative s'inscrit parfaitement dans la béance audiovisuelle dont elle est aujourd'hui le corollaire obligé. La mission humanitaire a remplacé l'intrusion coloniale du siècle dernier, avec la même grosse bonne conscience dans ses bagages. Avocat du Diable, Marco Ferreri suggère que pour nettoyer la merde, il est inutile de se balader au bout du monde sous l'œil des caméras, mais que l'hospice de vieux au coin de la rue fait aussi bien l'affaire, le panache de l'aventure en moins.

L'Afrique nous refuse, dit Ferreri, comme elle a refusé nos vieilles lunes, notre rapport à la mort qui n'est pas le sien, et pour mieux signifier ce refus, le réalisateur fait bouffer son héroïne par une bande de Noirs rigolards à la fin de son film.

Plusieurs organismes humanitaires se sont déjà élevés avec vigueur contre le film ! Reste que la fable ferrerienne, qui s'attache à nous décrire les aventures d'une équipe humanitaire, s'enfonçant dans le désert à la recherche des affamés, jusqu'à la « digestion » finale, devrait néanmoins donner matière à réflexion à tous les laroyants temporaires que nous sommes. Un film courageux, à voir !

BRUNO (Gr. région toulonnaise)

Oui, la paix est l'affaire des femmes ! Mais nous sommes quelques fois irrités d'entendre une rengaine « renaudienne » : seules les femmes... « La guerre est le fait masculin par excellence. Ce sont les hommes qui font la guerre et qui en décident. Ils la font en permanence, qu'elle soit déclarée ou non, en pensée, en action, en intention. » Une simplification, cependant, risque souvent de répondre à une autre : qui, de tout temps, a éduqué les hommes ?

Hélas ! d'autres rêves sont plus tenaces et attendent quelque chose de la Religion, de la Science, de la Politique ou des Médias demeure bien illusoire. N'est-ce pas dû essentiellement à une analyse éducative et transformiste (évolution), bien éloignée des réalités économiques et sociales. Pourquoi la guerre ? A l'exception, bien sûr, de l'explication un peu trop réductrice : les hommes aiment ça ? Comment gagner la paix sans supprimer les rapports d'exploitation et de pouvoir ?

Agir pour la paix passe, entre autres, par les objectifs que

Les nouveautés de la librairie du Monde libertaire

Comme nous l'avions indiqué lors de la parution de notre catalogue, la librairie du Monde libertaire se propose de vous faire connaître régulièrement ses dernières acquisitions ou ses affaires à saisir... Voici donc, pour cette fin janvier, les livres que nous vous proposons (1).

Les permanents, Nathalie et Philippe

Table listing books for sale with prices, including 'Le marin des sables', 'Le gros blond avec sa chemise noire', 'Jeanine, Reiser', etc.

Affaires à saisir (2)

Table listing special offers with prices, including 'Objecteurs, insoumis, déserteurs', 'Eugène Humbert', etc.

(1) Conditions : règlement à Publico, plus 10% de frais de port. (2) Selon stock disponible.

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

- Jeudi 28 janvier: N'importe quoi de préférence, Disques à la demande, Fruit de la passion, Epsilonia.
Vendredi 29 janvier: Music-hall, H. comme hasard, Enlirez-vous, L'invité du vendredi, Radio-Libertaire loisirs, Honky Tonk.
Samedi 30 janvier: Le père pelnard, Chroniques syndicales, De bouche à ortels, Coup de Cœur, Jazz en liberté, Pyjama Piscies.
Dimanche 31 janvier: Ua yu guang bô, Folk à lier, La fiancée de M. Spock, Fondu au noir.
Lundi 1er février: Chroniques du lundi, Humeurs criminelles.
Mardi 2 février: Histoires courtes, Micro climat, Radio-Libertaria, Blues en liberté.
Mercredi 3 février: Tragédie minuscule, Sens interdit, Femmes libres, Les damnés de la terre.

ANNÉE DU DRAGON ÉDITION SPÉCIALE ASIE le monde libertaire

Les anarchistes fêtent l'année du Dragon. Les Chinois, Cambodgiens, Laotiens, Vietnamiens de France célèbrent le 16 février prochain leur nouvelle année, qui sera celle du dragon. A cette occasion, Radio-Libertaire et le Monde libertaire créeront l'événement et présenteront à leurs lecteurs et auditeurs les réalités politiques, économiques et sociales de l'Asie ; la Chine et le Sud-Est asiatique seront à l'honneur donc du 15 au 21 février sur Radio-Libertaire, et dans les n° 694 (11 février) et 695 (18 février) du Monde libertaire.

ANNÉE DU DRAGON SEMAINE SPÉCIALE Du 15 au 21 février 1988 ASIE Libertaire 89.4

FESTIVAL

Du côté du salon de la B.D. d'Angoulême

COMME tous les ans, à la fin du mois de janvier, se tiendra à Angoulême les 29, 30 et 31 janvier le salon international de la bande dessinée. Depuis plusieurs années déjà, le groupe d'Angoulême et l'A.D.I.R. (Association pour la diffusion des idées rationalistes) participent à cette manifestation, au même titre que de nombreuses associations locales. Cette fois-ci encore les anarchistes seront présents, l'initiative



étant reprise par le groupe Berkman auquel le groupe d'Angoulême apporte son soutien actif.

Une implication différente

Cependant, pour ce salon de 1988, cette présence sera marquée par une démarche et une implication tout à fait différentes. L'explication en est simple ; elle est en relation avec ce que tend à devenir le salon de la B.D. depuis longtemps déjà, c'est-à-dire un supermarché du dessin. En effet les enjeux financiers ont, au fil des années et de la notoriété grandissante du salon, pris le pas sur l'intérêt artistique. De l'espace culturel qu'il était au moment de sa création, le salon est devenu peu à peu une véritable planète commerciale vivant au rythme infernal de l'ouverture des tiroirs-caisses.

C'est pourquoi, cette année, nous avons décidé de ne pas demander d'emplacement sous le

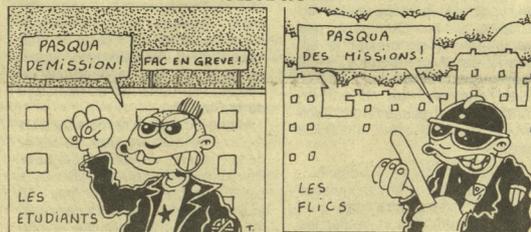
chapiteau (« La Bulle »), où les quelques associations qui en ont reçu l'autorisation sont regroupées dans un coin, noyées parmi les immenses stands des grosses maisons d'édition. Mais tout plaquer en se lamentant sur le mer-

clat de rire, de rage, une expression spontanée de soi avant d'être une marchandise ! Nous ne voulons pas être de ceux qui voient la « grandeur » de l'artiste à la réputation de la maison d'édition à laquelle il appartient. Le grand

off constitue à la fois un moyen d'entraide entre les gens, mais aussi une façon de faire comprendre aux « grands » d'à côté que l'art appartient à tous, plus encore à ceux qui refusent de s'officialiser (1).

Alors continuons à dessiner ! Sur les murs, dans la rue, au plafond, dans nos têtes ou sur le palier, qu'importe ! Ce qui compte, c'est qu'il y ait encore et toujours plus de monde à hurler sa joie ou sa colère. Pour en finir avec la culture de l'argent ! Pour en finir avec l'art triste !

Denis LENOBLE
(Gr. Berkman)



cantilisme artistique, en méprisant tous les acharnés de la tirelire et les dessinateurs récupérés ne suffit pas. Il nous fallait être positif pour que notre attitude ait un sens. Aussi avons-nous décidé de nous établir dans un autre lieu. Histoire de présenter autre chose. Histoire de montrer un autre visage de la B.D. De faire passer un message différent.

Ainsi nous espérons par là apporter notre pierre à l'édifice construit par ceux qui considèrent que l'art est un cri, une révolte, un

dessinateur n'est peut-être pas celui qui dessine avec un crayon d'or.

Comme nous, beaucoup de gens participent à ces journées de la B.D. en dehors du salon officiel. Pour tous ces « en-dehors » se pose bien souvent le problème des lieux pour se produire, des moyens matériels de l'hébergement, etc. Aussi un grand nombre de personnes, dont nous faisons maintenant partie, se regroupent dans une association à caractère ponctuel : « le salon off ». Ce salon

(1) Programmes pour les 29, 30 et 31 janvier au théâtre de l'Espace Marengo, avec pour thème : « La B.D. de la révolte ». On pourra y découvrir :
• Une exposition (préparée par l'équipe de la revue Noir et Rouge) d'œuvres de dessinateurs libertaires d'aujourd'hui. Ces auteurs ont publié leurs dessins, entre autres, dans les revues : Noir et Rouge, Réflexe, I.R.L., Chroniques libertaires, Le Monde libertaire.
• Une exposition d'originaux de l'album de Pascal Jourde, Les communnards (éditions Glénat).
• Une animation : présence des dessinateurs ayant réalisé l'exposition, animation sur les stands et ventes de différentes productions.

BANDES DESSINÉES

Gavroche et les petits mickeys

IL en est aujourd'hui de la B.D. comme du reste : le grand méchant look y règne en maître et relègue la petite chèvre du signifié non insignifiant sur la planète murmur.



Gil.

C'est ainsi, à l'heure de la loi du marché, de la crise et du consensus, l'inodore, l'incolore, et le sans saveur du « réalisme » claquent sans vergognes le tonitruant dans les fondrières de l'incongruité et pire de l'archaïsme.

Dur, dur, donc, que l'époque présente pour tous ceux qui ont

l'impertinence de vouloir dessiner en dehors des clous.

Mais en a-t-il jamais été autrement ? Les baladins de la révolte ne sont-ils pas voués depuis toujours à être étouffés par « l'établissement », par tous les « establishments » ? Et à accéder à la notoriété l'espace d'un mouvement social ou une fois morts ?

C'est bien connu, le poète est un maudit. Mais peut-on dire qu'il suffit d'être maudit pour être poète ? S'il fut un temps où le festival d'Angoulême rassemblait à Gavroche, ce temps-là est révolu. Aujourd'hui, en effet, la foule a remplacé les enragés du petit mickey ; le business a pris le pas sur l'échange ; la marchandise occulte l'œuvre ; le stéréotype musèle l'originalité ; la course aux médailles tolère mal les poings levés ; et la foire réduit la grand-messe à la portion congrue.

Bien évidemment si le festival d'Angoulême est devenu ce qu'il est aujourd'hui, ce n'est nullement le fait du hasard.

En dix ans, en effet, la B.D. elle-même a bougremment changé. Les grands éditeurs et leurs revues en plaqué or ont avalé, digéré ou marginalisé les petits. Ils ont imposé un look et un discours plus à même de se vendre massivement. Et si on ajoute à cela que la B.D. est comme tous les « arts », en prise directe avec le réel et le social, il n'y a pas lieu de



Dessin : Pascal Jourde. Texte : José Vieira Martins.

s'étonner du retour en force des vieilles valeurs.

Un tiers de cul (pardon d'érotisme), un tiers de Moyen Age, et un tiers d'auteur confirmé : tel est actuellement le cocktail à la base de toute stratégie d'édition.

Les jeunes auteurs, et qui plus est les jeunes auteurs qui veulent faire passer un message, une révolte ou un cri du cœur n'ont donc pas de place dans la nouvelle industrie de la B.D.

et plus la production augmente moins ils ont de place.

Dans ces conditions plutôt que de crise de la B.D. il semble plus pertinent de parler d'une B.D. de la crise dominée par la logique industrielle et la loi du marché.

De tout ce qui précède on pourrait en conclure que si aujourd'hui ce n'est pas vraiment le grand amour entre la B.D. et la révolte, cela n'a rien que de très normal, de très logique. Car la révolte n'a jamais fait bon ménage avec l'industrialisation et la loi du marché. Mais ne s'agit-il vraiment que de cela ?

Quand on y regarde d'un peu plus près, on reste en effet consterné de voir à quel point cette B.D. de la révolte confinée aujourd'hui dans la marge est peu « bandante ».

Son discours est pesant, voire militant gnan-gnan. Son dessin fait souvent dans le ranplanplan. L'occupation de l'espace s'ébroue dans la rigidité.

Bref, ce type de B.D. manque généralement de pêche, de vie, de rêve et de folie. Elle sent son « réalisme socialiste » à plein nez, même quand elle se balade avec la crête et les rangiers.

On l'aura compris, si aujourd'hui la B.D. de la révolte est en haillons il est loin d'être évident que ce soit du seul fait du grand Satan industrie et loi du marché. Certes, ce grand Satan ne favorise pas l'écllosion et la diffusion d'auteurs en rupture avec le système dominant. Mais rien ne permet d'affirmer que dans un autre contexte socio-économique ces auteurs connaîtraient un sort différent.

Alors entre une B.D. qui n'a rien à dire mais qui le dit, et une B.D. qui a quelque chose à dire mais qui est inécoutable, y a-t-il, y a-t-il eut et surtout, peut-il y avoir une place pour une B.D. ayant quelque chose à dire et le disant « bien ».

Cabu, Auclair, Ron Coob, Batelier, Reiser, Gédé, Serre, Bilal, Christian... ont démontré en leur temps que la révolte n'était pas obligatoirement triste. Aussi, on peut penser qu'il n'y a pas d'obstacle « chromosomique » à ce qu'aujourd'hui la B.D. de la révolte retrouve un peu de son lustre passé. Reste bien sûr à le démontrer. Bonne chance... camarades.

J.-M. RAYNAUD



EXTRAIT DE L'ALBUM "PETIT KEUPON" DE TAPAGE NOCTURNE